

# rouge

DOSSIER  
CHOMAGE

hebdomadaire d'action communiste

**7 JANVIER:  
PROCES DES 3  
DE DRAGUIGNAN**

**A BAS LA  
JUSTICE  
MILITAIRE !**



# TOUS DANS LA RUE A PARIS ET EN PROVINCE LES 6 ET 7 JANVIER POUR LE PROCES : MANIFS, FORUMS, CONTRE- PROCES

Robert PELLETIER, Bâtiment B 613, Prison des Baumettes, 13271, Marseille Cedex 02.  
Serge RAVET et Alex TAURUS, même adresse.  
Jean FOURNEL, Bâtiment A 195, idem.

## Le Havre ECHEC A LA SECURITE MILITAIRE

Gros succès pour les « 6 heures » sur l'armée au Havre. 800 personnes à l'appel du CDA ET DU CSOC, avec le FCR, le PSU, le SGEN-CFDT, l'École émancipée, le CSLRPC, le MDPL, le collectif havrais d'écologie et le GRANY (non-violents). De nombreux forums de discussion (les luttes dans les casernes, la sécurité et les 7 % de pertes, qu'est-ce que l'armée française ?, l'objection et l'insoumission, la nécessité d'un mouvement civil de masse, le 74<sup>e</sup> R.I. du Havre...) furent animés par des signataires de l'Appel des cent, des objecteurs, le père d'une des victimes du « service national ». Ils permirent d'approfondir la réalité de l'armée aujourd'hui, sa nature, sa fonction, les formes de son refus.

La troupe de l'Ortie jaune (« Ah, Dieu que la guerre est jolie »), le groupe IMAGO et 2 films « Les marines » de Reichenbach, « Trafalgar et Potemkine », du CDA de Montpellier animèrent les « 6 heures ».

Mais ils ne furent pas seuls ! Une fois encore, preuve a été faite que ces messieurs de la hiérarchie militaire s'inquiètent de plus en plus des activités antimitaristes. 3 individus un peu touchés furent interceptés dans la salle par le service d'ordre. Aucun papier sur eux, mais pas contre un magnifique émetteur-récepteur... sous le blouson et appartenant à la Sécurité militaire !

Après avoir fait la joie des photographes amateurs, l'un d'eux fut gardé « en otage » jusqu'à la fin des « 6 heures ».

Les organisateurs du meeting se tiennent à la disposition de la S.M. — nous savons qu'elle lit fidèlement « Rouge » — pour la restitution de son matériel.

Avec ces « 6 heures », les bases du mouvement de solidarité à construire autour de tous ceux qui refusent « l'ordre des casernes », à commencer par les trois de Draguignan, ont été solidement établies. Ce n'était qu'un début, au Havre, la mobilisation continue !

Le 9.11.74  
Correspondant



armée

# LES 9 SCANDALES DE LA JUSTICE MILITAIRE

« Et que dirait l'ouvrier s'il était jugé pour fait de grève par un jury composé du patron et de la maîtrise ? »

C'est pourtant ce qui se passe aujourd'hui où nous sommes jugés par les représentants de la hiérarchie militaire »

Ces paroles ont été prononcées le 26 février 1970 par notre camarade Devaux, devant le Tribunal militaire de Rennes, quelques minutes avant qu'il soit condamné, pour « incitation de militaire à la désobéissance », à un an de prison ferme. Des propos qui vont droit à l'essence de la « justice » militaire, ce gourdin que l'autorité militaire tient brandi en permanence contre toute forme de contestation pouvant se développer au sein de l'Institution.

On ne le dira jamais assez : la « justice » militaire constitue un scandale permanent qu'il faut dénoncer sous tous les angles.

• Une « justice » qui, sans désespérer, semaine après semaine, distribue dans le silence propice des TPFA de province mois et années de taule aux déserteurs, insoumis, petits délinquants du contingent, soldats en lutte, péleméle. Qui aurait pu oublier les sinistres performances — dont certaines récentes — des TPFA de Bordeaux, Rennes, Landau notamment, rivalisant de zèle et de précipitation pour infliger systématiquement le maximum aux insoumis : 2 ans ? Qui pourrait oublier, à la veille du procès des trois de Draguignan, la condamnation scandaleuse de Fournel — coupable d'avoir crié son indignation face à une injustice — à un an de prison ? Et ce par les soins du même TPFA de Marseille qui va juger Pelletier, Ravet et Taurus.

• Une « justice » si servilement placée à la botte des gouvernements en place et de la hiérarchie militaire pour que, plus de deux mois après les événements, il lui suffise d'un signe venu des allées du pouvoir pour que, subitement, elle s'acharne sur trois soldats manifestants de Draguignan. Trois... dûment sélectionnés sur la base de rapports de police. Les quelques 200 autres qui manifestaient avec eux, elle ne les a pas vus ! Une « justice » qui se fait une idée tellement élevée de son indépendance, qu'en plein procès Fournel, le commissaire du gouvernement déclarait péremptoirement que l'armée est au service... du gouvernement !

• Une « justice » dont la droiture est si réputée qu'à l'occasion du même procès Fournel, plusieurs appelés, avant de témoigner, demandaient l'assurance au président que ce témoignage ne leur vaudrait pas de punition supplémentaire...

• Une « justice » si sûre d'elle-même qu'à aucun moment le code de justice militaire ne mentionne l'existence de son tout-puissant soubassement la Sécurité militaire. Un « oubli » symbolique qui, en revanche autorise juridiquement tout appelé confronté à la SM à rétorquer : « qui êtes-vous messieurs, et quelles sont vos prérogatives ? Pour moi, comme pour le code de justice et le règlement militaires, vous n'existez pas ! ».

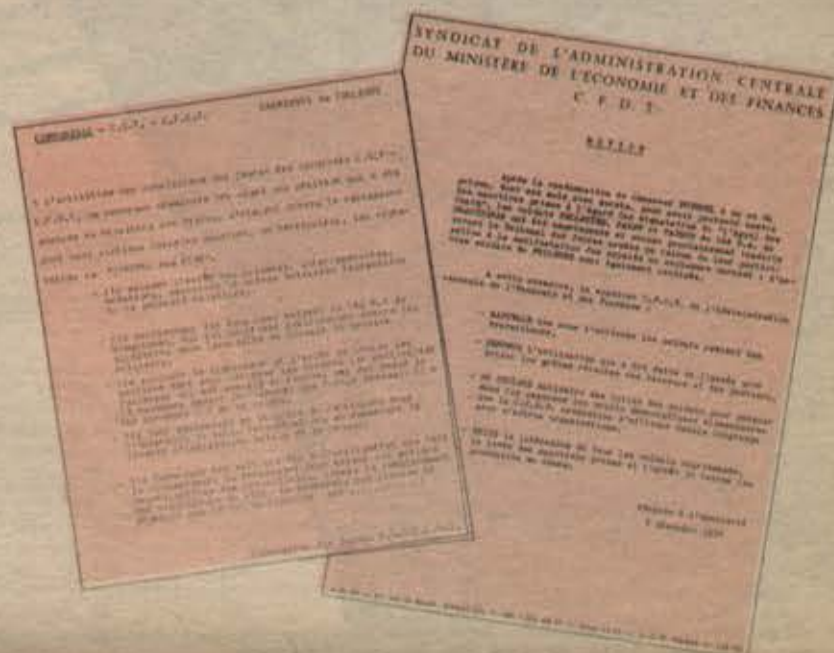
• Une « justice » si pesamment assise sur l'arbitraire qu'au scandale de son existence même, elle n'hésite pas à ajouter les petites illégalités quotidiennes. En 1970, Devaux se voit un moment privé des visites de sa femme « qui pourrait lui parler politique ». En 1974, Pelletier, muni d'une permission en bonne et due forme, est kidnappé — à l'insu de son chef de corps et emporté sous bonne garde de Paris à Marseille. Et ce au mépris même de l'article 133 du code de justice militaire qui stipule :

« Tout inculpé arrêté en vertu d'un mandat d'amener ou d'arrêt à plus de 200 kilomètres du juge d'instruction militaire qui a délivré le mandat est conduit devant le procureur de la République du lieu de l'arrestation ou devant le Commissaire du Gouvernement si celui-ci est plus proche ».

## SOUTIEN DE SYNDICATS

- Section syndicale SNES du lycée Marie Curie de Tarbes (Hautes-Pyrénées)
- Sections CGT-CFDT de l'hôpital E. Toulouse de Marseille (adoptée en AG des grévistes)
- Adhérents SGEN(CFDT) Bassin de Briey (54)
- Bureau S2 SNES Yonne
- Sections syndicales SGEN-CFDT-SNLC-FO-SNETP-CGT du CET Fernand Léger Argenteuil
- SNES-SGEN-CGT-SNPALES du lycée technique d'Argenteuil
- Sections CFDT-CGT Ecole formation psycho-pédagogique 22 rue Cassette Paris 6ème.
- UL-CFDT Argenteuil
- UD-95 CFDT
- UL Aix en Provence (13)
- CFDT administration centrale du ministère de l'économie et des finances

- Section syndicale CFDT Issy-les-Moulineaux ORTF
- Commission administrative académique dusnes académie de Montpellier
- Bureau départemental du SNI de l'Hérault
- Conseil départemental Hérault de la FEN
- Conseil syndical académique du SNESup Montpellier
- Commission jeunes CGT-CFDT cheminots de Toulouse
- Conseil syndical national du SNCS
- Conseil départemental 92 du SNETP-CGT
- AG départementale SGEN du Rhône
- Congrès FEN Val d'Oise
- Motion commune SNES-SGEN-CDA lycée Joffre Montpellier
- Section SNET
- Section SNETP-CGT et SNETAA du CET Jean Moulin à Port de Bouc
- SNES du lycée technique de Sures



# MEETING

LUNDI  
16  
DECEMBRE  
20 H 30

mutualité

24, rue St Victor  
métro Maubert-Mutualité

Libérez  
les soldats  
emprisonnés !

Comité de soutien  
aux soldats de  
Draguignan et à  
tous les soldats  
emprisonnés

Souscription : Mme Pelletier  
Banque parisienne de crédit  
3037971 4

Correspondance : UL-CFDT  
25, rue Louis Castel  
92230 : Gennevilliers

Signalons aussi une pratique courante qui consiste pour des juges d'instruction militaires à cacher aux inculpés qu'ils ont droit à un avocat civil de leur choix et à leur en commettre un d'office, taillé sur mesure. C'est tellement plus pratique...

• Une « justice » si fière d'elle-même et de ses œuvres qu'elle siège de préférence dans les enceintes militaires et fait tout pour qu'on ignore que ses audiences sont publiques. Et lorsque d'aventure, l'opinion a été sensibilisée sur un procès et le public nombreux à l'audience, les flics en civil bourrent les trois-quarts de la salle — comme à Rennes en 70, comme à l'occasion du procès Fournel en novembre dernier.

• Une « justice » qui ne sait compenser son absence de titres à l'existence que par un surcroît d'apparat et de rituel moyennageux qui fait ressembler ses tristes assemblées à un mélange de Cour d'Assises et de Conseil de Guerre. Tout y est conçu pour terroriser, intérioriser le justiciable comme le témoin, de garde-à-vous en prestation de serment en passant par les effets de robe (rouge) du président et de képi du commissaire du Gouvernement en grand uniforme. Sinistre, imbécile mascarade !

• Une « justice » tellement inflexible qu'elle est sans appel. Le seul recours du condamné c'est le pourvoi en cassation (pour vice de forme ou violation de la loi), procédure de peu d'espoir...

• Une « justice » finalement qui n'est que le prolongement de l'arbitraire militaire en son entier. Le prolongement notamment d'un « règlement de discipline générale » qui permet au premier gradé venu d'emprisonner un appelé soixante jours, au premier colonel venu d'expédier un appelé sans autre forme de procès à Fort-Aiton, au premier sergent fasciste venu de faire chanter des hymnes nazis à ses hommes sans autre risque que celui d'une réprimande amusée de la part de ses supérieurs...

C'est devant cette « justice » que passeront demain Pelletier, et ses camarades. Un procès politique sur commande qui fournira l'occasion à quelques badernes militaires déguisées en juges, d'étaler leur haine des travailleurs et des soldats combattifs. Ils sont là pour frapper, rudement. Nous serons là, mobilisés, pour les faire reculer.

A bas la justice militaire !

éditorial

## TOUT POUR CEUX DE DRAGUIGNAN !

Ils ont voulu faire un exemple.

NOUS en ferons un exemple. Un exemple de solidarité active et d'efficacité militante qui montrera qu'elle est bien finie l'époque où, aux explosions de colère du contingent ne répondait que l'écho des lourdes sentences du Tribunal militaire.

Trois mois après la publication de l'Appel des 100, les soldats de Draguignan descendaient dans la rue. Depuis des dizaines d'années, la combativité et la conscience des appelés ne s'étaient élevées à un tel niveau. En laissant exploser leur indignation, en renouant avec les traditions les plus vigoureuses de l'antimilitarisme révolutionnaire et l'internationalisme, les 200 de Draguignan interpelaient le mouvement ouvrier.

Pour les anti-militaristes révolutionnaires, il était bien clair que cet essor des luttes dans les casernes ne pouvait déboucher sur une modification fondamentale des rapports de force dans l'Institution militaire qu'à la condition que les luttes trouvent leur relai et leur assise naturelle dans tout le mouvement ouvrier.

Une fois encore, les directions réformistes se sont dérobées. Après avoir soutenu du bout des lèvres l'appel des 100 et la manifestation de Draguignan, elles ont consacré l'essentiel de leur zèle à dénoncer les « antimilitaristes puérils », entendez révolutionnaires, qui attisent l'émeute dans le contingent et dressent les appelés contre les officiers démocrates et républicains. Pour le reste, ils n'ont à offrir aux soldats combattifs que la panacée universelle du « statut démocratique du soldat » dont la caractéristique essentielle est de réviser en baisse chacune des revendications des soldats eux-mêmes. Pour le reste : Appel des 100, comités de soldats, connais pas !!

Confronté à cette inertie et à ces pâles tentatives de récupération, le mouvement des soldats a marqué le pas. Comment imaginerait-on que de nouvelles luttes de masse des soldats — sur des revendications comme la gratuité des transports par exemple — puissent se déployer et vaincre, indépendamment d'un soutien actif des organisations syndicales ? Le développement de nouvelles luttes de masses dans le contingent et leur issue victorieuse sont largement tributaires d'une extension de la pratique antimilitariste du mouvement ouvrier dans son ensemble.

Situation propice pour que le gouvernement s'efforce de faire un exemple. Et de démontrer que dans le contingent, la lutte ne paie pas. Qu'il ne fait pas bon y être « meneur » inventorié et étiqueté. Qu'après la réforme Soufflet il n'y a plus rien à attendre. Que l'on veut passer l'éponge sur les sursauts récents de la masse des soldats pour peu qu'ils tournent le dos à cette poignée d'agitateurs qu'on traîne en TPFA. Et qu'ils y ont intérêt. Qu'enfin, ce n'est pas demain qu'on tolérera le mai 68 permanent aux armées.

Engagés dans cette politique de répression, le gouvernement et la hiérarchie militaire sont décidés à aller jusqu'au bout. Ils l'ont montré en assénant un an de prison à Jean Fournel.

En frappant durement Pelletier et ses camarades, c'est au contingent dans son ensemble qu'ils veulent faire entendre raison et à ceux qui les soutiennent dans le mouvement ouvrier.

C'est pour cela que nous faisons des 3 de Draguignan un symbole.

C'est pour cela qu'une campagne de soutien vigoureuse s'est engagée, où sont impliqués l'ensemble des forces du mouvement ouvrier.

Une mobilisation qui a permis de faire reculer une première fois l'autorité militaire : primitivement fixé le 17 décembre, le procès a été finalement reporté au 7 janvier.

D'ici au 7 janvier, nous ne relâcherons pas nos efforts.

Le 16 décembre se tiendra à Paris un meeting de solidarité à l'appel du comité de soutien.

De très nombreuses motions de soutien de sections syndicales ont été adoptées et seront encore votées et adressées le jour du procès au TPFA.

Dans de nombreuses villes, des meetings de protestation sont en préparation en province.

Avant le procès, des journées d'explications publiques auront lieu dans toutes les villes de France.

Enfin, la veille et le jour du procès, des manifestations de rue auront lieu dans toute la France.

« Ils sont des nôtres ! » Seul ce mot d'ordre repris par l'ensemble du mouvement ouvrier fera plier les genoux à la répression militaire.

Et cela est vrai. Ils sont des nôtres. Le mouvement ouvrier a toujours salué les antimilitaristes révolutionnaires comme les meilleurs des siens.

# UNE QUERELLE TACTIQUE

Sous le titre « Préserver, renforcer l'Union de la Gauche », G. Marchais entreprend, dans une série d'articles publiés à la une de l'Huma, d'expliquer le raidissement du PCF et la polémique avec les socialistes. Il commence par balayer les interprétations des observateurs qui « ont vu comme à l'habitude un ordre venu de Moscou » ou qui « s'interrogent sur le fait de savoir si nous voulons aller au pouvoir ».

À la première hypothèse, Marchais rétorque que c'est une vieille calomnie, digne de la guerre froide, et que la politique du PCF se décide à Paris et nulle part ailleurs. Nous sommes disposés à croire que la politique internationale de l'URSS ne joue pas un rôle déterminant dans l'attitude actuelle des stalinien français. Sans oublier toutefois la visite de courtoisie rendue à Giscard par l'ambassadeur soviétique en pleine campagne électorale, visite qui trouve ses prolongements matériels avec les entretiens cordiaux et les accords de Brejnev-Giscard.

La deuxième hypothèse est cependant plus sérieuse. Pour justifier la crédibilité du programme commun, et de son application dans les limites d'une société qui demeure capitaliste, Philippe Herzog, économiste du PC, tablait au moment des législatives sur un taux de croissance proche de 8 % ; et Chevènement pour le PS, misait sur 9 %. Dans le contexte de crise actuel, à

moins de transgresser le cadre de l'économie de marché et la loi du profit, un gouvernement de gauche serait amené à pratiquer une politique d'austérité. Attali et Rocard, les conseillers « réalistes » de Mitterrand, le suggèrent, à la grande indignation du PC qui prend « l'inspecteur des finances » comme tête de turc. Pourtant, le PC lui-même est conduit à minimiser les racines réelles de la crise, pour incriminer surtout la mauvaise gestion du régime et l'appétit sans scrupule des grands monopoles. Sinon, il serait obligé de remettre en cause les fondements du système, ce à quoi il se refuse, en vertu de son comité central de juin dernier et de son XXIème congrès, limitant l'objectif immédiat à des réformes démocratiques.

Il n'en demeure pas moins que, directement lié aux travailleurs, notamment par le biais de la CGT, le PC au gouvernement serait appelé à présenter les sacrifices aux travailleurs, comme s'y emploie le PC portugais ; et qu'il risquerait de se voir disputer leur confiance par des militants révolutionnaires, déjà implantés.

Aussi Marchais explique-t-il aujourd'hui que le PCF ne se dérobe pas à la responsabilité du pouvoir, mais qu'il n'entend au contraire l'exercer que sur la base de « la pleine et entière application du programme commun ». Comme si le PCF ne s'était pas

lui-même et à plusieurs reprises montré disposé à plus de souplesse. Il songeait moins à dénoncer l'Union Sacrée lorsqu'en 56 il votait les pleins pouvoirs à Guy Mollet, ou lorsqu'il soutenait en 65 une candidature Mitterrand sans le moindre accord programmatique. Plus récemment, le PCF acceptait que la dernière campagne présidentielle se fasse sur la base d'une charte limitée du candidat et non sur la base du programme commun. Enfin, Marchais lui-même expliquait à Actuel 2, en avril dernier, qu'il était tout à fait prêt à étager l'application du programme commun : « Il est évident que ce programme devrait s'appliquer en fonction d'un plan. Nous serons bien obligés de tenir compte du lourd héritage que nous laisse la majorité actuelle » (Huma du 2.4.74).

À croire, décidément, que l'intransigeance verbale de Marchais est toute tactique.

## LE RESPECT DE LA CONSTITUTION DE 58

Evoquant la désignation éventuelle d'un premier ministre de gauche, Marchais dénonce « la mise en place concertée d'une formule d'union sacrée entre une partie de la gauche et le représentant de toute la droite au

pouvoir ». A quoi Mitterrand répondait préventivement dans son intervention à la convention nationale du PS, que les socialistes ne devront « jamais échanger le gouvernement ou le pouvoir contre le rassemblement des masses et la défense des travailleurs ».

Quant à l'union sacrée, elle ne fait pas peur au PCF qui a déjà participé au gouvernement MRP de Georges Bidault avec de Gaulle président et qui ouvre aujourd'hui l'union du peuple de France aux radicaux, aux gaullistes, aux PME, patrons et salariés mêlés.

Que certains secteurs de la grande bourgeoisie espèrent dissocier le PS du PC pour renforcer l'actuelle majorité, c'est une certitude. Mais le PCF sait bien qu'un renversement d'alliances, dans un contexte de montée ouvrière, signifierait un suicide pour le PS, et que cette hypothèse est de loin la moins probable. D'autant que les bourgeois les plus clairvoyants savent que la présence du PC dans un gouvernement de collaboration de classe, chargé en dernier recours de gérer la crise, est une garantie de paix sociale bien plus solide que celle du seul PS, et qu'il serait périlleux de renvoyer le PC dans l'impasse de l'isolement.

Comme pour confirmer qu'il s'agit d'une querelle artificiellement entretenue, en fonction de considérations tactiques, Marchais se déchaîne à l'idée

## LE PSU A LA CROISEE DES CHEMINS

Le résultat le plus clair des grandes manœuvres autour des « assises du socialisme » est que Michel Rocard a perdu son double pari : l'entrée au PS et le départ du PSU.

Mais le départ de Rocard n'est pas une simple péripétie dans l'histoire du PSU qui en a connu bien d'autres. Il sanctionne une évolution dans la situation politique marquée d'une part par l'approfondissement de la crise sociale et politique, d'autre part par l'accentuation de la crédibilité pour les larges masses du projet réformiste d'Union de la Gauche.

Or cette nouvelle situation oblige le PSU à préciser sa stratégie et sa tactique. En effet, elle ne lui permet guère de maintenir la politique d'ambiguïté et d'oscillations qui fut la sienne depuis 68. On s'attendait donc à un congrès de clarification.

### QUELLE STRATEGIE ? QUEL PARTI ?

Sur le plan stratégique certes, le texte d'orientation proposé par la direction politique provisoire dénonce « la conception d'un passage graduel au socialisme au moyen de la conquête légale du gouvernement, de l'utilisation de l'Etat bourgeois » et souligne que « l'expérience chilienne a rappelé que la présence des partis ouvriers à la tête de l'Etat bourgeois n'en changeait pas la nature ». Certes, le document réintroduit nettement la notion de crise révolutionnaire en affirmant que « le moment essentiel de ce renversement est constitué par la période de double pouvoir, qui contient en elle-même l'affrontement entre le nouveau pouvoir que se donnent, de façon autonome, les travailleurs et l'appareil d'Etat hérité de la domination bourgeoise ».

Mais sur les conditions de ce af-

frontement, sur la centralisation des organes autonomes de la classe, indispensable pour éviter leur récupération institutionnelle dans le cadre de l'Etat bourgeois, indispensable pour mener à la victoire de l'insurrection révolutionnaire, pas un mot. Pourtant, on ne peut s'arrêter en chemin et laisser cette question en suspens, car l'outil que l'on construit, le parti, doit non seulement être d'ores et déjà une garantie pour la construction d'une société socialiste autogérée, mais il doit d'abord être un outil efficace pour permettre la prise du pouvoir par la classe ouvrière : parti auto-gestionnaire aux contours flous, sans discipline militante, ou parti démocratiquement centralisé ? Le débat n'est pas académique, entre les nouveaux et les anciens !

### QUELLE TACTIQUE UNITAIRE FACE AUX REFORMISTES ?

Dans son document, la direction provisoire cherche à définir une tactique de front unique avec les réformistes en proposant de « s'allier avec les réformistes et de participer à la construction d'un programme

d'unité populaire qui lie sans cesse la mobilisation à sa traduction politique » et en précisant que « cette politique ne peut se réduire à des accords de sommet et doit s'accompagner de la mise en place de comités unitaires à la base ».

En effet, la tactique de front unique vise à proposer du sommet à la base l'unité d'action aux réformistes sur un programme ressenti comme une nécessité par les masses. Ou bien les réformistes refusent l'unité mais le parti révolutionnaire déjà assez fort peut mobiliser à lui seul une fraction des masses et faire la preuve dans l'action de la trahison des réformistes. Ou bien les réformistes pressés par leur base acceptent l'unité et la dynamique unitaire ainsi créée amène le mouvement de masse à dépasser les objectifs initiaux, à poser de nouvelles exigences et à de nouveau mettre les dirigeants réformistes face au dilemme : aller de l'avant ou rompre en se démasquant devant les masses. Cette tactique est donc une mise au pied du mur dans l'action. Encore faut-il avoir un rapport de forces suffisant pour l'imposer ! Le PSU a-t-il les moyens d'imposer aux réformistes des comités unitaires à la base sur des objectifs anti-capitalistes ? La question n'est pas posée par le document d'orientation. La réponse est pourtant à l'évidence : Non. Dès lors, le PSU risque d'osciller entre la simple mise au pied du mur verbale et l'unité avec les réformistes sur le terrain imposé par ces derniers. Cette oscillation se trouve déjà dans les textes préparatoires au congrès. En effet, d'un côté le bureau fédéral de la région parisienne attire l'attention sur le fait qu'« il faut indiquer clairement que malgré tous nos efforts, il est possible qu'aucun

accord ne puisse être réalisé avec les réformistes » car « un petit parti comme le nôtre ne doit pas entretenir à cet égard trop d'illusions ». Pourtant, il espère tirer un « bénéfice inestimable » de discussions publiques avec les réformistes. « Nous gagnerons ainsi à nous une partie des masses devant lesquelles doivent se dérouler toutes les confrontations et avec lesquelles nous avons mené les combats de la lutte des classes ».

Et puisque le PSU est « trop petit » pour mobiliser à lui seul de façon durable les masses, cette proposition se réduit finalement à l'espoir vain de gagner les masses par la vertu des idées justes remplaçant la démonstration dans l'action... De l'autre côté, la direction provisoire s'oriente vers un glissement opportuniste du front unique en proposant un programme d'unité populaire qui ne semble pas naître des exigences anti-capitalistes des masses organisées à la base, mais bien d'un compromis avec le PS et le PCF, entre le programme commun « insuffisant pour donner corps à l'unité populaire » et le programme de transition que le PSU se propose d'élaborer...

### PARTICIPER AU GOUVERNEMENT MITTERRAND ?

Ce programme serait ainsi à la fois un programme d'action pour les masses et un programme de gouvernement de la gauche auquel le PSU se déclare d'ores et déjà prêt à participer. « Nous serions prêts, le cas échéant, à prendre aussi nos responsabilités au





d'un gouvernement de gauche appelé par Giscard après ou avant des élections législatives. Mitterrand avait abordé ce problème dans sa conférence de presse du 3 décembre dernier : « Le Président de la République a été élu par le peuple français et il a été élu pour sept ans. Le PS refuse de considérer que pendant ce temps, la gauche s'interdit à elle-même de prendre en main les affaires de l'Etat et d'apporter ses propres solutions aux problèmes. Si la majorité des Français se prononce en faveur de la gauche lors des élections législatives, le devoir du Président de la République sera d'appeler la gauche à gouverner et le devoir de la gauche sera de gouverner pour appliquer son programme. Les difficultés qui naîtront de l'opposition entre un président élu par une majorité de droite et une assemblée élue par une majorité de gauche seront réglées d'abord par le retour aux règles trop souvent transgressées de la Constitution, puis par la réforme constitutionnelle prévue par le programme commun ». Ce qui est conforme à l'attitude générale des réformistes. Au moment des législatives de 73, PC et PS s'engageaient à garder Pompidou en cas de victoire tout comme ils n'envisageaient pas, en cas d'élection de Mitterrand à la Présidence la dissolution immédiate de l'Assemblée et la convocation d'une Assemblée constituante

à la proportionnelle. Au demeurant, deux jours après Mitterrand, Marchais rappelait le 5 décembre ses engagements envers la Constitution de 58, qu'il n'est pas question d'abroger : « Nous sommes et nous serons toujours respectueux de la Constitution, compte-tenu des modifications prévues par le Programme commun ».

### REDRESSEMENT OU QUERELLE TACTIQUE

Il y a deux grandes interprétations possibles de l'attitude du PCF. La première consisterait à y voir un redressement politique, face aux compromis et engagements de collaboration que prépare le PS. Il faudrait pour cela oublier les ouvertures à droite du PC lui-même, et surtout fermer les yeux sur sa pratique actuelle.

Dans son premier article, Marchais répète avec insistance qu'il n'envisage d'accession au gouvernement que par la voie électorale « par un puissant mouvement populaire majoritaire... qui doit trouver son expression dans le suffrage universel ». Les travailleurs doivent compter d'abord sur « leur indispensable bulletin de vote ». C'est la leçon de « l'expérience internationale

récente » (sous-entendu : le Chili). En l'absence d'échéance électorale à court terme, il s'agit donc pour le PC de durcir le ton pour éviter que le « rééquilibrage de la gauche » ne profite trop au PS, au point de reléguer le PC à un rôle d'apparat. Dans un contexte de combativité ouvrière, l'intransigeance verbale a cette fonction, de même que les opérations tactiques qui évitent de laisser le champ libre aux révolutionnaires dans la jeunesse.

Il s'agit d'autre part d'éviter à tout prix que l'Union de la Gauche soit portée au gouvernement par une mobilisation extraparlamentaire. La querelle en cours y contribue en faisant diversion, en compromettant temporairement l'unité. Il n'est pas inutile de rappeler à ce propos l'attitude du PC au moment de l'assassinat d'Overney, quand Marchais déclarait : plus jamais Mai 68. Ou encore du vote NON au référendum de Pompidou en 72, quand une majorité d'abstentions tournait l'initiative en ridicule. La polémique actuelle a permis d'éviter que les travailleurs de la Fonction publique, des PTT ne sentent à l'horizon de leur lutte un débouché politique trop concret qui les aurait encouragés à centraliser leurs efforts contre un régime mal élu et déjà discrédité.

A l'approche des prochaines élections, il sera bien temps de mettre en scène des réconciliations spectaculaires et de pardonner les griefs...

Oui, en vérité, la polémique entre PC et PS a tout d'un numéro de compères acharnés à s'offrir des alibis réciproques. Et la défense intransigente des travailleurs n'a guère à voir dans l'affaire.

Dans ses articles de l'Huma (10,11,12 décembre), G. Marchais s'inquiète d'un possible retour du PS à la « gestion loyale du grand capital ». Intransigeance tardive.

Dans un débat avec Olivier Guichard, à Europe 1, le 22 avril, Gaston Deferre déclarait : « Après seize ans d'une politique rétrograde sur le plan social, la présence de communistes au gouvernement sera pour nous une garantie. Nous éviterons ainsi un certain nombre de difficultés de troubles sociaux ». A l'époque, Marchais n'a pas protesté ; il est vrai que c'était en pleine campagne électorale.

D'ailleurs, Gaston Deferre est coutumier de ce genre de déclarations. Dans une tribune libre au Monde, le 13 février, il s'indignait : « En somme, on doute que nous soyons meilleurs gestionnaires de la société capitaliste que la droite conservatrice elle-même ». Après tant de loyaux services, ce doute ressemble à de l'ingratitude. En tout cas, il n'a guère choqué en son temps les rédacteurs attentifs de l'Huma.

Quand à François Mitterrand lui-même, il déclarait dans une conférence de presse préparatoire à la campagne législative, le 7 janvier 73 : « Nous sommes fidèles à nos amis de toujours. Nous n'abandonons pas l'Occident. Nous sommes dans un système de sécurité et nous n'en changerons pas avant d'en avoir construit un autre (...). Je préfère la liberté à l'Union de la Gauche. Si j'avais le sentiment que l'une empêche l'autre, je choiserais la liberté ». G. Marchais n'en a pas fait une syncope. A croire que l'intransigeance du PC est toute de circonstance.

niveau du gouvernement. Tout dépendrait des conditions concrètes, des possibilités d'action autonome ouvertes aux socialistes auto-gestionnaires, du niveau de mobilisation des travailleurs, de la mise en place d'organes de contrôle dans l'entreprise et de tous les secteurs de la vie sociale... finalement, cette participation gouvernementale du PSU dépend de tout sauf de la politique des partis réformistes ! Comme couronnement d'une tactique de front unique visant à démasquer les réformistes devant les masses, c'est assez réussi !

Les marxistes révolutionnaires tiennent un autre langage, ils disent aux réformistes : « Vous avez la confiance des travailleurs, prenez le pouvoir ! »

Nous vous soutiendrons dans la mesure où vous rompez vos liens avec la bourgeoisie et appliquerez les mesures anti-capitalistes auxquelles aspirent les travailleurs et ils disent aux masses : « Vous avez encore confiance dans vos partis traditionnels. Pas nous ! Mais nous sommes prêts à faire avec vous l'expérience, en nous organisant de façon unitaire à la base pour « aider » le gouvernement à prendre les mesures radicales qu'appelle la situation ».

Ainsi les masses pourront faire l'expérience de la capitulation des directions réformistes et se tourner vers la voie révolutionnaire, parce que les révolutionnaires ne se seront jamais coupés des masses. Au contraire, en se déclarant prêt à participer au gouvernement de la gauche sur la seule condition du développement de la mobilisation populaire, le PSU se présente comme une simple caution de gauche de l'union de la gauche.

### LE PCF UN PARTI CENTRISTE ?

Un tel opportunisme droitier comprend bien sûr un certain nombre d'aspects tactiques. Etre reconnu par l'Union de la Gauche comme un petit parti « responsable ». Essayer de jouer des contradictions du PCF et du PS. Et le PSU ne manque pas une occasion de dénoncer la possibilité « d'un décrochage » du programme commun par le PS, de condamner toute tentative de retour à une politique de centre gauche, de s'inquiéter des attaques droitières du programme commun par Rocard. Au même moment, il affirme bien haut que face « aux provocations renouvelées de Poniatowski cherchant à isoler les communistes, nous saurons mieux que beaucoup de leurs partenaires du programme commun leur affirmer notre solidarité dans le combat de classe » (Victor Leduc). Et le même V. Leduc va un peu plus loin en écrivant dans Tribune Socialiste N° 636 : « Dès lors, le choix est entre une politique d'austérité « dans la justice » du type Delors ou Rocard et entre une politique résolument anti-capitaliste, ne se contentant pas de quelques nationalisations, mais ouvrant par des changements fondamentaux des structures économiques et politiques, la transition au socialisme. Tout en rejetant la première solution, le PC n'a pas fait le choix de la seconde. Mais tant qu'il n'aura pas choisi, sa stratégie continuera de faire le lit de la social-démocratie ».

Ainsi, le PC hésiterait entre réforme et révolution ? Il aurait rejeté la politique d'austérité « dans la justice » que lui-même appliqua avec zèle à la

Libération ? Et les discours de Ségué pendant les présidentielles expliquant que la CGT saurait être raisonnable, en cas de victoire de la gauche, n'étaient qu'une erreur passagère ? Et peut-être suffirait-il alors que le PSU soit au PCF ce que les Radicaux de Gauche sont au PS pour que le PCF bascule définitivement du bon côté...

### RENFORCER LE « COURANT REVOLUTIONNAIRE POUR L'AUTOGESTION »

Mais la direction du PSU est consciente de la faiblesse relative de son parti bien incapable d'imposer des comités unitaires et un programme anti-capitaliste aux réformistes et elle analyse, comme nous, l'existence d'une avant-garde large dépassant les contours des partis et des groupes, capable d'initiatives autonomes face aux réformistes. Aussi, si le PSU d'aujourd'hui n'est pas capable d'imposer une tactique de front unique permanente aux réformistes, peut-être cette avant-garde large organisée nationalement dans un « mouvement pour le contrôle ouvrier » pourrait-elle le faire ? Ce mouvement serait ouvert : « aux militants du PSU, de la CFDT, mais aussi aux militants de nombreuses organisations populaires ainsi que de l'extrême-gauche non sectaire (sic), de la CGT, de la gauche du PS, du PCF ».

« Un tel mouvement se constituera surtout à partir de comités autonomes ». On retrouve là le vieux mirage du « mouvement politique de masse » dépassant miraculeusement les

rapports avant-garde/masses.

En fait, un tel mouvement dont on imagine facilement la confusion, la manipulation, la cartellisation entre les différents groupes politiques et finalement l'impotence, n'est qu'une manière d'éviter de poser clairement deux problèmes :

— D'une part, celui d'une tactique unitaire du PSU vis à vis des différentes organisations d'extrême-gauche, même pas analysées dans le document d'orientation. « Le PSU a aussi un rôle essentiel à jouer pour entraîner l'extrême-gauche dans cette dynamique (d'unité populaire)... Nous devons être attentifs aux conclusions que tireront de leurs débats les groupes d'extrême-gauche en souhaitant qu'elles permettent le renforcement de l'unité populaire ». Et voilà...

— D'autre part, celui d'un réel travail de masse organisant l'avant-garde large, non pas pour elle-même, mais pour gagner les masses, les arracher à l'influence réformiste. Mais ce travail ne peut être abstraitement coupé, au nom du contrôle ouvrier, des terrains de radicalisation différenciés des masses et de leurs organisations existantes.

Le PSU se propose-t-il d'œuvrer à la construction d'une tendance syndicale, à la construction d'un mouvement antimilitariste unitaire, à la construction d'un mouvement autonome de femmes... ? Voilà des questions que le « mouvement pour le contrôle » permet en théorie d'escamoter mais pas en pratique.

Le PSU devra clarifier ses positions : devenir le flanc gauche de l'Union de la Gauche ou participer à la construction du parti révolutionnaire.

René YVETOT  
Jacques HUBERT



# UN ENTERREMENT COMBATIF

Commencée le mardi 26 novembre, la grève générale se poursuivait le Jeudi 12 décembre dans les centres des Buttes Chaumont, de Joinville et de Bry.

Grève puissante au départ, mais en partie clandestine, parce que boycottée par la presse.

● En regardant leur petit écran, la plupart des téléspectateurs ont jugé de l'ampleur de la grève par ce qu'ils y voyaient : programme habituel, programme minimum ou pas de programme du tout.

En réalité, ce qui passait à l'antenne ne reflétait en rien l'état du mouvement.

## UN REFLET INFIDELE

Il faut comprendre en effet que la télévision c'est une longue chaîne qui relie toutes sortes de travailleurs : en amont, il y a ceux qui fabriquent l'émission, en aval, ceux qui la diffusent (souvent plusieurs semaines, voire plusieurs mois après qu'elle ait été enregistrée). Pour les uns, le résultat est immédiat et spectaculaire : quelques dizaines de techniciens en grève peuvent contraindre la direction à passer le programme minimum. Pour les autres, au contraire, l'effet de leur lutte est beaucoup moins apparent : une grève massivement suivie dans le secteur de la fabrication des émissions peut n'avoir que peu d'impact sur l'antenne. C'est exactement ce qui se passe en ce moment.

La grève actuelle est la plus importante qui ait jamais eu lieu à la télé depuis 68 : et pourtant — sauf les jours où quelques techniciens FSU se mettent en grève — on a un programme « normal ».

## « BRISEURS DE GREVE ! »

A l'ORTF, cette différenciation entre secteurs correspond aussi à une différence d'implantation syndicale : alors que dans le secteur fabrication la CGT domine, dans le secteur diffusion, au contraire, c'est la FSU (CFDT) qui est majoritaire. Syndicat corporatiste, grand amateur de grèves sectorielles visant à mettre à profit la

position stratégique pour obtenir des avantages réservés à une catégorie de personnel, il se montre systématiquement hostile à des mouvements sur l'ensemble de l'Office.

Cette fois-ci, la FSU n'a pas hésité à jouer ouvertement le rôle de jaune : le lundi 2 décembre, alors que l'action se généralisait, elle décidait de quitter la grève. Cet abandon devait avoir un double résultat : d'abord, une division syndicale qui entraîna le lâchage de certains centres ; ensuite, la fin du programme minimum, ce qui eut un effet négatif sur le moral des grévistes.

Les travailleurs de l'Office ne s'y sont d'ailleurs pas trompés. A l'assemblée de la Bourse du Travail, une semaine plus tard, le mot d'ordre « FSU, briseurs de grève » est largement applaudi.

## DES OBSEQUES AGITEES

Lundi 9 : ça fait déjà 14 jours que la grève dure. Aux Buttes Chaumont, à Joinville, à Bry, le mouvement se poursuit, mais il commence un peu à tourner sur lui-même. Chacun est trop resté dans son coin. Une exigence s'affirme : il faut sortir des centres, faire une manifestation centrale suivie d'une assemblée centrale de tout le personnel. Accueillie d'abord avec réticence par les dirigeants de la CGT, cette idée est finalement adoptée. Mais aussi quelque peu adaptée : on se rassemblera devant l'Assemblée nationale où des délégations iront trouver les députés de chaque groupe parlementaire. De là, on partira vers la place de l'Opéra pour faire la jonction avec la manifestation des musiciens.

Pour rompre avec le train-train des manifestations habituelles, des gars avaient proposé de faire... l'enterrement de

l'ORTF. Rien n'y a manqué : ni les couronnes, ni le cercueil porté par des masques de Giscard, ni le curé et les enfants de chœur... Mais lorsque tout le monde s'est retrouvé à l'Assemblée, on s'est rendu compte que ça faisait tout de même un drôle d'effet.

Après deux heures d'attente dans le froid (les députés UDR n'étaient pas là !), la manifestation-funérailles est partie, empruntant un parcours bizarre le long des quais déserts et au milieu des Tuileries. « On a manifesté devant les pigeons et les statues de Maillol... » devait dire un copain. C'est seulement place des Pyramides que la manifestation a vraiment commencé : et là, les slogans combatifs (« L'ORTF, ça continue ») ont couvert la tête du cortège qui chantait la marche funèbre de Chopin.

Le soir, à la Bourse du Travail, s'est tenue une AG très dure rassemblant un millier de personnes. La présence de la FSU (non gréviste) fut refusée à la tribune, où siégeait la CGT, le SIRT (ancienne section CFDT), mais aussi un délégué du comité de grève de Joinville et un délégué de chaque secteur en grève. La salle très chaude obligea les directions syndicales à préciser les perspectives en mettant les points sur les i : dans le texte de la motion, l'expression « continuer l'action » fut remplacée par « continuer la grève générale ». Plus qu'une nuance !

## AMPLIFIER COORDONNER

Ainsi, après plus de deux semaines de lutte, la combativité reste intacte. Malgré la trahison de la FSU, la pente a été remontée : certains secteurs ont rallié la grève (caméramen-vidéo, magnétoscope) : une intense popularisation a eu lieu vers les centres non grévistes et vers la presse pour rompre le silence et l'intox sur la

grève.

Mais les limites du mouvement sont également apparues : alors que la CGT impulse la grève sur les Buttes Chaumont et Joinville, la direction nationale du SNRT-CGT s'est toujours refusée à dénoncer le torpillage du mouvement par la CFDT-FSU, elle parle tout au plus de « malentendus », etc. Pire : dans les centres qui n'étaient pas mobilisés, les délégués CGT n'ont rien fait pour amplifier l'action, quand ils n'ont pas carrément appelé à la reprise du travail.

On a ainsi une nouvelle illustration de la tactique actuelle de la fraction du PCF dans la CGT : chevaucher les luttes dures, mais sans rien faire réellement pour les coordonner, les amplifier. Sans rien faire à l'ORTF par exemple pour aboutir à la coupure de l'antenne pendant les fêtes qui pourrait faire reculer le pouvoir. En fin de course, il s'agit de faire en sorte que les grévistes eux-mêmes parviennent à un constat d'échec. De son côté le PCF distribuera un tract vantant les mérites du programme commun, sans dire un mot de la lutte en cours.

Il est pourtant possible de donner d'autres perspectives à la lutte. Le groupe Taupé (qui diffuse le bulletin *Télé 7 Rouge*) défend pour cela des propositions concrètes :

— l'unité à la base des personnels de l'ORTF, au-delà du blocage de la direction corporatiste de la FSU-CFDT ;

— la réelle prise en charge de la mobilisation par la CGT sur les centres non mobilisés ;

— la création d'un comité de liaison des délégués des centres en grève.

C'est la seule voie aujourd'hui qui permette d'éviter le pourrissement et de faire de la mobilisation des grévistes une force réelle face au gouvernement.

Le 11 décembre  
Correspondant

## la fusion FSU-SIRT QUAND EDMOND MAIRE JOUE LE GROS CORPORATISTE CONTRE LE PETIT COMBATIF !

Le 14 décembre, la CFDT deviendra peut-être le syndicat le plus puissant de l'ORTF. Ce jour-là, en effet, la FSU (autonome) doit fusionner avec le SIRT qui était jusqu'ici le seul syndicat affilié à la CFDT.

● Dans cette fusion-absorption, la direction confédérale a déjà annoncé la couleur : elle jouera le gros syndicat corporatiste contre le petit syndicat combatif.

## UNE CFDT TRES SPECIALE

La FSU est née d'une lointaine scission de la CGT (que ses fondateurs jugeaient trop politisée). Syndicat ultra-corporatiste, elle a toujours eu des rapports privilégiés avec la direction. Sa force : être en mesure

de couper l'antenne grâce à son hégémonie totale sur les points-clés de la diffusion (Centre nodal de Cognac-Jay, émetteurs, etc.). D'où la tactique favorite de la FSU : quelques dizaines de grévistes, mis bureaucratiquement en grève sur ordre d'en haut, paralysent totalement la diffusion, tandis que les non-grévistes cotisent pour eux. Ainsi s'expliquent de nombreux avantages obtenus par les seuls techniciens.

Syndicat ultra-bureaucratique, elle ne tient pas d'assemblées générales et ses principaux délégués sont cooptés par la

## quand la vache demande au train de s'arrêter

Spectacle insolite le mardi 3 à 7 h aux Buttes-Chaumont. Deux rangées d'ouvriers cégétistes forment un piquet de grève massif sous deux énormes affiches proclamant « Contrairement à ce qu'annonce la direction de l'intersyndicale, la GREVE GENERALE CONTINUE ».

LES ASSEMBLEES GENERALE SONT SOUVERAINES - 14 H pour la reconduction -

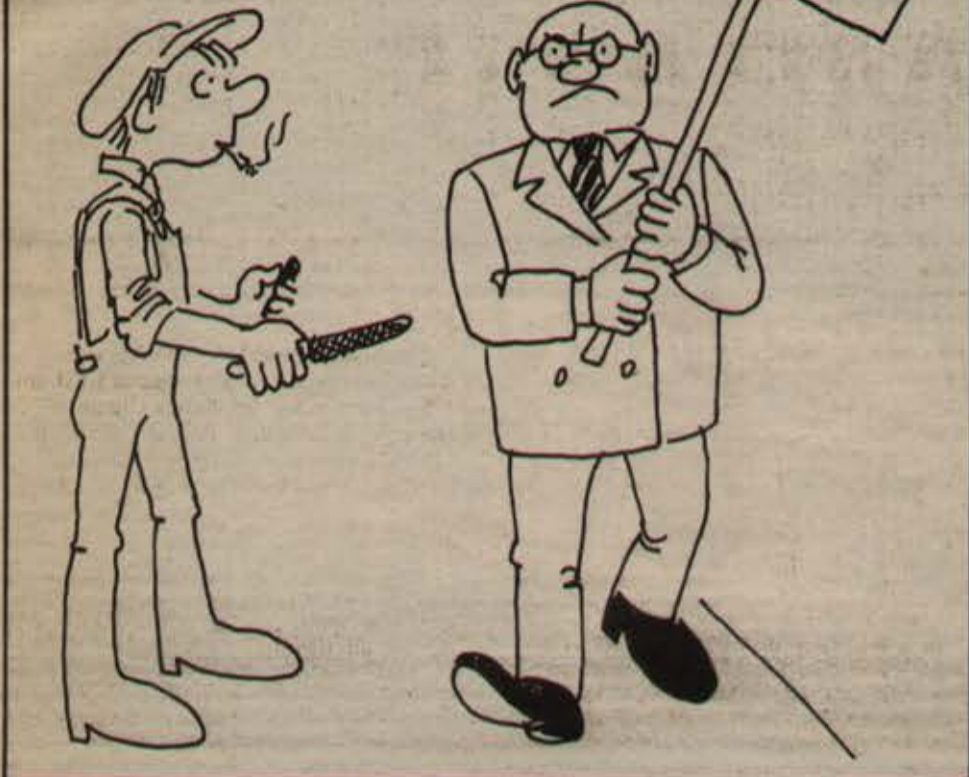
CGT-CFDT Buttes-Chaumont » C'est que la veille sur toutes les ondes et dans la presse, l'intersyndicale sans aucune consultation du personnel annonçait la reprise du travail...

## Les enfants affamés ont bon dos !

En pleine grève, le Comité intersyndical des Buttes-Chaumont reçoit la visite du délégué à l'Information de l'UNICEF. Ce monsieur vient supplier les grévistes, au nom des petits enfants du monde qui meurent de faim... de bien vouloir reprendre le travail... pour enregistrer le gala de l'UNICEF. « Le Bolchoï débarque de Moscou dans une heure, dit-il aux cégétistes (nicanements), vous savez, ajoutez-lui, il y a aussi le Metropolitan Opéra de New-York... ».

« Adressez-vous à la direction, répondent les délégués, on ne nous



2000 ENCHÔMAGE  
TECHNIQUE !

Ford-Bordeaux

PAIEMENT A 100 %  
DES JOURS CHOMÉS !

Ford, « l'usine pilote » de la région bordelaise, la fierté de Chaban. Ford, inauguré en juin 1973, après avoir connu en mars 74 sa première grève (trois semaines), est aujourd'hui touché de plein fouet par le chômage partiel.

● C'est le 22 novembre en réunion du comité d'entreprise que la direction a lâché la nouvelle : trois semaines de chômage partiel.

Ainsi, après Renault, Saviem, Peugeot, c'était au tour de Ford de faire payer ses difficultés aux travailleurs.

L'attaque est dure. La direction a froidement déclaré qu'elle applique « les lois françaises en vigueur, ni plus ni moins » : résultat : 1,75 F. par

la caisse de chômage, 3F. par l'employeur et 70 centimes par personne à charge.

Quand on sait que les salaires mini/maxi à Ford varient de 8,90 F. à 15,40 F., cela signifie une perte de salaire de 40 à 70%.

## DANS LE BUREAU DE LA DIRECTION

Face à ce cynisme, la réaction des

travailleurs est nette : « On n'est pas responsables, c'est à Ford de payer ! »

Le 3 décembre, comme la direction refuse de donner la liste des travailleurs en chômage, un premier débrayage a lieu. Organisé en une heure, de bouche à oreille, il est suivi à 80% ! Au meeting, la CGT propose qu'une délégation aille voir la direction. La CFDT suggère qu'elle soit accompagnée... par les 300 travailleurs présents. La proposition est votée. Tout le monde part en manif dans les bureaux. La direction promet que la liste sera connue dans les deux jours. Pour lui rafraîchir la mémoire, l'équipe de nuit débraye à son tour, imitée, le lendemain, par l'équipe du matin qui envahit le bureau de la direction.

## 2000 EN CHOMAGE

Le 5, la direction donne ses chiffres : 1634 ouvriers (sur un total de 1944) sont mis en chômage. Avec les mensuels, c'est près de 2000 travailleurs qui sont touchés.

Le même jour, elle propose 1,30 F. de plus en compensation. Le premier recul galvanise le personnel : Si Ford lâche du lest, c'est grâce à nos actions. Il faut continuer...

Le lendemain, la CFDT appelle l'équipe du matin à faire grève de 13 heures à 14 heures. « Débrayez pas, c'est les gauchos » expliquent au contraire certains responsables CGT qui se font remarquer par leur zèle... à démobiliser. Malgré ce travail de sape, c'est à 200 que nous avons débrayé. Après l'AG, on est partis en manif dans l'usine. Le cortège très dynamique a entraîné beaucoup de monde l'après-midi dans la grève.

## SURPRISE

Après avoir visité les ateliers, nous envahissons les bureaux. Là une surprise de taille nous attend : la direction en pleine négociation avec FO, la CGC, la CFT et... la CGT ! Objet de ces discussions : l'indemnisation du chômage dans le cadre de l'accord d'entreprise 75 (il serait aux dires même de la direction encore plus lamentable que celui de 1974 !).

Nous exigeons alors qu'une délégation (un délégué syndical et deux non-syndiqués) assistent à la réunion. Obtenu. La direction propose 1,50F. La

délégation quitte alors la réunion, suivie par la CGT qui vient essayer d'expliquer son attitude devant les travailleurs. Explications peu appréciées, en particulier par les syndiqués CGT qui avaient débrayé...

Finalement, se tient une intersyndicale CGT-CFDT qui décide des débrayages pour le 19, date d'une nouvelle réunion avec le patron.

## REBELOTE

Le week-end a été bien rempli. Les affiches tirées par la CFDT ont été massivement collées sur la ville. Elles informent sur la situation à Ford, Derrupe (100 licenciements) et Evertube (chômage partiel).

Le lundi matin, la CGT lance un avertissement. Nous ne ferons que le débrayage prévu à 13 heures ; la CGT ne suivra pas la CFDT plus loin. Au moins, c'est clair !

A 13 heures, l'équipe du matin débraye à 80%. A l'AG, la CGT rappelle sa position : le débrayage, soit. Mais c'est tout ! La CFDT appelle l'équipe du matin à attendre la relève et aller ensemble appuyer les délégués à la réunion de l'après-midi.

A 14 heures, une centaine de travailleurs partent en manif dans l'usine. Le cortège s'enfle, et ce sont bientôt 250 travailleurs qui visitent les ateliers. De son côté — après un tour au vestiaire — la CGT regroupe « ses » grévistes (une trentaine). Direction : les bureaux !

Et c'est alors le même scénario que vendredi : la négociation entre la direction, CGC, FO, CFT, et... CGT, est perturbée par une centaine de travailleurs qui envahissent rapidement le bureau, et s'installent. La direction proteste et déclare qu'elle ne négociera pas sous la menace.

Pendant plus d'une heure le bureau reste occupé. Puis le mouvement s'effrite. Pour éviter le risque de minorisation, les travailleurs reprennent le boulot à 17 heures 30, sans que la direction ait rien lâché.

La direction de la CGT porte une lourde responsabilité dans ce demi-échec, mais les travailleurs sauront se souvenir de l'expérience qu'ils viennent d'avoir.

A Ford, pour le paiement à 100% des jours chômés, le combat continue !

Bordeaux, le 9 décembre  
Correspondant.

direction du syndicat. Ses dirigeants, Simonetti, Tabel, Avril, sont d'ailleurs inamovibles.

Leur philosophie ? Un tract FSU la résume bien : « La commission exécutive a toujours arrêté ses décisions en fonction de ce qu'elle considère être l'intérêt du personnel. Elle n'accepte pas d'attribuer à une assemblée générale plus ou moins représentative la souveraineté absolue ».

Syndicat de briseurs de grève, elle s'est toujours montrée hostile aux actions de masse et à la défense des intérêts généraux du personnel. Dans la grève actuelle, la plus puissante depuis mai 68 elle se fait le porte-paroles... des non-grévistes.

DES INTERETS  
CONVERGENTS

Pourquoi, dans ces conditions la FSU a-t-elle demandé son adhésion à la CFDT ? D'abord parce que tout le syndicalisme « autonome » souffre de plus en plus du manque d'infrastructure nationale (moyens matériels, statistiques, informations...).

demande pas notre avis pour nous licencier. On ne nous a jamais demandé notre avis sur les programmes. Allez voir Marceau Long ! »

« Mais... insiste le monsieur de l'UNICEF, si l'Ethiopie, et le Sahel, et l'Inde ! »

Excédé, un délégué CGT membre du PCF explose :

« On n'en a rien à foutre de l'UNICEF. C'est la bonne conscience des bourgeois. On ferait mieux de faire sauter les gouvernements affameurs du Tiers Monde. La grève aux Buttes-Chaumont est plus importante pour changer le monde que la charité bien pensante ».

Sur ce, le monsieur de l'UNICEF est reparti, accompagné par le délégué CFDT (FSU) qui avait pourtant bien souhaité trouver un arrangement !...

Mais surtout à cause des conséquences du démantèlement : si le gros de ses troupes était affecté à la diffusion, une partie étant éparpillée dans les autres sociétés. Il lui fallait donc une organisation d'envergure nationale pour servir de cadre fédérateur.

La rencontre avec le projet de la direction de la CFDT s'est faite tout naturellement : le bureau confédéral et partant le PS, dont il devient de plus en plus ouvertement une courroie de transmission

dans les entreprises — n'avaient pas avec le SIRT une organisation capable de faire contre-poids à la fédération du spectacle CGT bien implantée chez les comédiens, les musiciens, dans les théâtres, et dans tous les secteurs de la production ORTF. De plus le PCF est très puissant chez les réalisateurs de la télé, alors que le PS n'en compte que deux ou trois.

Pour le projet de Maire et de Mitterrand, la FSU est donc une recrue de

choix : par son importance numérique (aux dernières élections professionnelles la CGT avait obtenu 3299 voix, la FSU 3102 et la CFDT-SIRT 828), et par la place stratégique du secteur où elle est implantée (la diffusion capable de bloquer l'antenne). Pour résumer la chose de façon un peu abrupte, on peut dire qu'en cas de victoire de l'Union de la gauche le PC surveillerait de près la fabrication des émissions, le PS par CFDT-FSU interposée aurait son mot à dire sur la diffusion...

DES STATUTS  
MUSCLES

C'est la CFDT-SIRT qui doit faire les frais de l'opération. Petit syndicat, grossi d'éléments combattifs après 68, il avait remplacé l'ancienne direction droitiste héritée de la CFDT par une direction plus jeune. C'était une CFDT dynamique mais peu contrôlée (et pour tout dire un peu gauchiste).

La confédération a organisé la fusion à ses dépens : le conseil du nouveau syndicat CFDT, le SURT (syndicat unifié de radio-télévision) comportera au maximum 7 membres de l'ancienne CFDT sur 31. Quant aux nouveaux statuts, ils prévoient des causes d'exclusion suffisamment vagues et arbitraires pour permettre d'éliminer à volonté les « indésirables » : « Peut être exclu tout membre qui serait une cause de préjudice pour le syndicat et porterait atteinte à ses intérêts ».

Les camarades de la CFDT-ORTF (auxquels la confédération a imposé la date du congrès de fusion et celle de leur propre congrès !) ont engagé la bataille pour que la CFDT-ORTF reste un syndicat de lutte de classe. A l'heure où la grève se poursuit malgré la trahison de la FSU, cette bataille concerne beaucoup plus que les seuls travailleurs de l'ORTF.

Le 11 décembre  
Correspondant



26 nov. 74. Occupation du plateau de « 24 H sur la une » pendant le discours de Giscard.



## D'ARGENTEUIL A L'ENSEMBLE DU TRUST

Dassault-Argenteuil entame sa troisième semaine de grève avec occupation. Mais ce sont toutes les usines du trust qui bougent aujourd'hui.

Argenteuil : usine occupée. Les revendications avancées dès le début de la lutte ont porté d'abord sur des revendications spécifiques : la construction d'un restaurant d'entreprise, l'amélioration des conditions de travail et surtout des problèmes de sous-qualification : les syndicats ont fait circuler une liste avec le nom des gars, leur qualification et le type de boulot qu'ils font. Ils l'ont remise à la direction.

Mais la lutte a mis en avant des revendications générales :

- 200 F pour tous, 1700 F minimum
- l'échelle mobile
- les 40 heures
- la retraite à 60 ans

### DU SOLIDE

Dans l'usine aujourd'hui, le moral est bon. Le patron a eu beau essayer des tentatives d'intimidation (Tribunal des Référés, menace d'intervention policière), la combativité n'est pas entamée. Surtout que dès le 3 décembre a eu lieu à la Préfecture du Val d'Oise une manifestation de 3000 personnes à laquelle participaient les usines de St Cloud et de Boulogne : la plus grosse qu'on ait jamais vue à Argenteuil depuis 68 !

Sur la boîte, durant la journée, la présence est massive. L'animation est organisée (projection de 'Septembre chilien', débat sur « D... comme drogue, etc. »). L'occupation est prise en charge par une section CGT majoritaire (92 % de voix aux élections) et combative. La lutte est solidement organisée par les dirigeants syn-

dicaux. Mais le souci d'« efficacité » et de prise en main prime sur celui de faire participer un maximum de travailleurs combattifs à l'organisation de la grève.

### LES CARPETTES

Chez Dassault il n'y a pas que des grévistes. Il y a aussi des défenseurs de la liberté. Des défenseurs un peu particuliers il est vrai : emmenés par le chef du personnel, soutenus par la CGC et la CFT (8 % aux élections professionnelles), ils ont constitué un « comité de défense de la liberté du travail », « sans exclusive », disent-ils. Effectivement : du jaune pâle au jaune canari, aucune nuance n'est oubliée !...

Et tout ce petit monde se livre à une activité broullonne aux portes de l'entreprise directement prise en main par le directeur du personnel. Aux dernières nouvelles, la CFT a changé de sigle. Elle a trouvé celui de FO moins compromettant...

### ARGENTEUIL N'EST PAS SEUL

Sur le reste du trust, le climat est plutôt combatif :

• **A St Cloud**, plusieurs assemblées générales ont eu lieu, au cours desquelles s'est dégagée une forte minorité pour des formes de luttés dures : 25 % pour l'occupation avancée par la section CGT il y a 15 jours ; 25 % également pour une grève de 24 H reconductibles il y a une semaine. (La CGT proposait 8 heures hebdomadaires).

Le 6 décembre a eu lieu une distribution de tracts avec 150 travailleurs présents aux portes de la boîte qui scandaient des mots d'ordre.

Le même jour : débrayage et défilé en manif dans les ateliers, et jusque dans les bureaux d'études ! La direction, paniquée, a fait appel à la « sécurité » (c'est-à-dire les renseignements généraux) : ils ont mis des serrures à toutes les portes des bureaux d'études !

• **A Bordeaux**, des piquets dissuasifs sont chaque jour aux portes de la boîte pour informer les travailleurs et préparer l'action. Plusieurs débrayages ont eu lieu.

• **A Boulogne**, la combativité est importante

• **A Biarritz**, à la fin de la semaine dernière, a été organisé un vote à bulletins secrets (en pleine action). Résultat : 658 pour arrêter, 649 pour continuer.

La lutte se poursuit !

La centralisation nationale ne s'est pas faite jusqu'ici. Les liens entre Paris et province sont inexistant. Mais le 11 décembre, une manifestation rassemblant 1500 travailleurs venus de toute la région parisienne (Boulogne, Villetaneuse, St Cloud, Argenteuil) s'est déroulée sur les Champs-Élysées devant l'immeuble de « Jour de France » où Dassault, introduit par le général de Beauville est venu pour discuter.

Ces négociations et celles qui ont précédé ont d'ailleurs donné la mesure de la tactique de la direction : menacer (les flics), intoxiquer (« grève minoritaire », « liberté du travail »), chercher à isoler Argenteuil du reste, jouer le pourrissement.

Les seules choses que Dassault consent à accorder, c'est un 4ème jour de vacances (déjà acquis pour 74 et 75 !), la construction du restaurant d'entreprise à Argenteuil (déjà acquise dans le budget pour 75) ; et pour finir un bleu de travail pour les ateliers : soit 20 francs environ ! Sur tout le reste : Dassault ne peut rien, et renvoie

l'ascenseur à son PDG Vallières. Devant ce blocage patronal, il n'y a qu'une solution : hausser le ton.

### UNE BATAILLE SUR DEUX FRONTS : LA SOLIDARITE ET L'EXTENSION SUR LE TRUST

Sur Argenteuil la popularisation a été jusqu'ici assez limitée : un seul tract de l'UL-CGT en 15 jours, une information des plus réduites sur les autres entreprises, pas d'affiches de solidarité.

Cette carence est ressentie par beaucoup de travailleurs du coin : sur le plan local, Dassault par ses traditions de lutte, par sa combativité est un véritable phare. Cette grève, c'est la mobilisation la plus importante depuis la rentrée à Argenteuil. C'est pourquoi il faut la faire connaître, et la soutenir financièrement. Les UL-CFDT d'Argenteuil et de Bezons ont entamé un travail de popularisation. Mais c'est une véritable campagne de soutien unitaire qui est à l'ordre du jour dans les entreprises et sur la localité. Pour sa part le FCR qui a multiplié tracts et affiches mettra tout en œuvre dans ce sens.

La deuxième exigence de la situation c'est l'extension de la lutte sur les autres usines Dassault. Après 15 jours de lutte et alors que Noël approche, il ne s'agit plus de tergiverser. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est une escalade des heures de grève dans toutes les boîtes du trust, appuyée sur une coordination étroite, et une circulation de toutes les informations.

• pour la satisfaction des revendications spécifiques d'Argenteuil et de celles de l'ensemble de Dassault.

• **Dassault doit céder.**  
le 11 décembre correspondant.

rouen :

## DES TRACTS SIGNES IMRO

L'IMRO, c'est une boîte du Livre de 145 travailleurs, où les traditions de lutte sont fortement ancrées. L'imro c'est aussi une entreprise où la gestion est catastrophique : on met parfois 3 heures pour obtenir un bon à tirer pour un travail d'une demi-heure.

Déjà la direction avait réduit les horaires à 30 heures, en prétextant le contexte économique.

**Vendredi 6 décembre**, au C.E. réuni extraordinairement la direction annonce 30 licenciements faisant suite aux 5 décidés en juin. Elle pousse l'audace jusqu'à proposer aux délégués d'établir d'eux-mêmes la charette.

**Lundi 9 décembre**, de nouveau au C.E., la direction précise : 35 licenciements accompagnés de mesures mettant directement en cause les avantages acquis (suppression des quarts et des compensations, déplacements de postes). La direction fait le chantage : « C'est ça, ou je dépose le bilan ».

Aussitôt une AG. Dans l'AG, après le compte-rendu le vote sur la grève avec occupation est très mitigé. Ceci s'explique par la situation préoccupante de l'emploi dans le

Livre. L'après-midi, le chantage à la suppression des avantages acquis et au dépôt de bilan modifie la situation. Le service typo et le service impression décident la grève avec occupation. Ils se répartissent les tâches afin de passer un communiqué au journal « Paris-Normandie ». Lundi soir, se tient la réunion du conseil général de Seine-Maritime. Les travailleurs décident d'y aller pour exposer leurs revendications. La police les en empêche.

La séance sera très houleuse.

### PEINTS EN ROUGE !

Mardi 10 décembre la grève s'organise. Des commissions (presse, photos, tracts, négociations, relations avec l'inspection du travail) sont désignées en assemblées générales. Des camarades se proposent spontanément pour ces tâches. On installe

les calicots : « Usine occupée » ; on affiche la liste des licenciés à l'entrée, les articles de presse, les photos, ainsi qu'une banderolle syndicale.

A noter : tout l'affichage tenait par des macarons CGT. L'un d'eux fut déchiré. La riposte fut immédiate : une délégation massive fonce à la direction et prévient qu'à l'avenir pour tout macaron dégradé, les locaux de la direction seront peints en rouge !

### SOUS CONTROLE OUVRIER

Vers 12 heures une machine est remise en route pour tirer les tracts d'explication sous une affiche : « Machine sous contrôle ouvrier ». Des photos sont prises. Par ailleurs, les travailleurs de « Paris-Normandie » annoncent qu'ils donneront une journée de salaire pour soutenir la grève de l'imro. Une délégation des grévistes accompagne les délégués à l'UD-CGT pour présenter les tracts des grévistes. Au bas du tract, la mention : « ce tract a été conçu, et

réalisé par les travailleurs en grève dans leur entreprise (avec le symbole graphique de l'imro) ».

Les grévistes prévoient une distribution sur les autres entreprises et en ville. Déjà la direction qui menaçait de déposer le bilan a opéré un recul : dans l'usine occupée, une pancarte annonce qu'elle reçoit la clientèle. Par ailleurs, la direction ne veut ouvrir de négociations qu'à une seule condition : « d'abord les licenciements puis on discute après ».

Les travailleurs de l'imro se donneront les moyens de la faire reculer.

Rouen le 11 décembre  
Correspondant

MEETING 22 DECEMBRE  
rue de l'Ourcq - 20°

A l'appel des  
- C.F.I.  
- UTIT  
- CTA  
- UGTSF  
et UD-CFDT 75  
Soutenu par le comité de défense des  
emprisonnés politiques en Tunisie.



# EUROPE DES CAPITAUX EUROPE DU CHOMAGE

L'interpénétration des économies du monde occidental ne laisse à aucune d'entre elles la possibilité d'échapper à la crise. Pas d'îlots de prospérité. A des degrés divers, tous les pays capitalistes sont touchés par la récession, l'inflation et le chômage.

Les manifestations en sont partout les mêmes : réductions

d'horaires précédant les licenciements, faillite d'entreprises dans les secteurs les plus vulnérables (en Allemagne fédérale on enregistre une hausse de 43 % du nombre de faillites sur les huit premiers mois de 74 comparés à 73), à ceci s'ajoute l'embauche arrêtée dans de nombreux secteurs. Résultat : plus de trois millions de chômeurs aujourd'hui en Europe occidentale.

Cette poussée du chômage s'explique par deux facteurs. Il y a d'abord un chômage structurel dû à une progression très importante de la productivité du travail. Si l'on produit plus dans le même temps et si la production ne s'accroît pas au rythme correspondant, le nombre d'emplois diminue.

L'autre facteur est déterminé par une récession mondiale. La conjoncture actuelle est mauvaise : mévente, surproduction, etc. Le cas de l'automobile illustre bien cet aspect : la production ne peut pas toujours augmenter, la demande n'est pas infinie. Ces capacités excédentaires de production inemployées provoquent le chômage.

Structure, conjoncture, l'enchevêtrement de ces deux niveaux explique la situation présente. Au delà de la bataille pour l'emploi, contre les licenciements, nous devons nous battre pour la réduction du temps de travail. L'accroissement des profits, l'écart grandissant entre la richesse des uns et la pauvreté des autres justifient cette revendication. Il est possible de travailler 35 heures par semaine, sans réduction de salaires. C'est une réponse qui peut unifier la classe ouvrière de tous les pays d'Europe ; elle pose en même temps un problème-clé pour la construction du socialisme : donner à tous les travailleurs le temps de prendre eux-mêmes leur vie en main.



# EN FRANCE: QUEL CHOMAGE ?

En France, le chômage sectoriel avait augmenté régulièrement depuis le début des années 60. C'est en septembre dernier qu'a commencé à s'y superposer un chômage conjoncturel lié à la récession économique. Si l'on prend les statistiques « officielles », le nombre des demandes d'emploi s'est accru de 47 % d'août à octobre, tandis que le nombre des offres d'emploi baissait de plus de 50 %. Au rythme actuel, 100.000 chômeurs supplémentaires par mois, il y aura un million de chômeurs en France en janvier. Il s'agit donc d'un gonflement du volant de chômeurs sans précédent depuis la Deuxième Guerre mondiale.

## COMMENT SE DEVELOPPE LE CHOMAGE ?

Les patrons peuvent recourir directement au licenciement. L'exemple récent le plus significatif est celui de Citroën qui a annoncé 3000 licen-

ciements dans le cadre de sa restructuration avec Peugeot. Mais, pour éviter des abcès de fixation — les patrons ont tiré les leçons de Lip et de Rateau — il existe d'autres moyens plus camouflés pour augmenter le nombre de chômeurs et peser ainsi sur les salaires. D'abord l'embauche a cessé dans pratiquement tous les secteurs, y compris le tertiaire, qui fournissait pourtant l'essentiel des offres d'emploi ces dernières années. Ce qui touche directement les jeunes à la recherche d'un premier emploi. Ensuite, les patrons recourent de plus en plus au chômage partiel ou technique. De nombreuses entreprises font travailler moins de 40 heures par semaines : 36 heures à la CEM, boîte de la « Construction électrique », 25 heures dans certaines petites boîtes du Textile, 35 heures à l'usine Solex de Nanterre, etc... Surtout, le nombre de jours chômés s'élève considérablement. Dans l'automobile, Renault a déjà annoncé quatre jours de chômage technique à la fin de l'année. Dans le textile, Rhône-Poulenc fera chomer ses 21.000 salariés

en décembre, de même que Rhodiacéta à son usine de fabrication de Lyon. Dans la Chimie, les 1500 ouvriers de chez Dunlop seront bientôt sans travail pendant trois jours. Et la liste continue chaque jour de s'allonger.

## OU SE DEVELOPPE LE CHOMAGE ?

Au niveau sectoriel, c'est le bâtiment qui est le plus touché. Les offres d'emploi ont diminué de 31 % en un an, sans compter l'arrêt de l'immigration décidée en juin par le gouvernement. Cette mesure permet de réduire les demandes d'emploi dans la branche, vu que la proportion d'immigrés dans le bâtiment est très élevée. Depuis un an, également, le nombre des faillites dans la construction a augmenté de 27 %. Mais ce qui est le plus significatif à l'heure actuelle, c'est que toutes les branches ralentissent leur production : 50.000 travailleurs sont en chômage partiel dans le textile, 25.000 dans la construction électrique, sans oublier l'automobile déjà en crise depuis plusieurs mois du fait de la chute des ventes, etc. Au niveau local, il n'y a plus seulement quelques régions qui connaissent un fort taux de chômage. Toutes les régions ont vu leur nombre de chômeurs s'accroître. Notamment dans l'Est (60 % en un an pour l'Alsace), le Nord, la Provence-Côte d'Azur (où le taux de chômage par rapport à la population active dépasse 4 %) et la Région Parisienne.

## QUI SONT LES CHOMEURS ?

Outre les femmes (voir article p.12), ce sont les jeunes qui sont les principales victimes de la montée du chômage. Sur les 115.000 chômeurs supplémentaires entre septembre 73 et septembre 74, 65 % étaient des jeunes de moins de 25 ans. Dans beaucoup d'entreprises, en effet, les derniers embauchés sont les premiers licenciés. Mais il y a aussi tous ceux qui n'ont jamais travaillé et qui cherchent un premier emploi. On peut les dénombrer à 80.000 aujourd'hui. La plupart ne s'inscrivent pas à l'Agence nationale pour l'Emploi parce que, sans diplômes, ils ne peuvent bénéficier d'aucune allocation publique. Même avec des diplômes il leur est d'ailleurs souvent difficile de trouver un travail. En 73, 25 % des jeunes qui disposaient d'un diplôme d'IUT n'ont trouvé d'emploi que comme ouvriers ou employés. Un tiers des jeunes qui sortaient de l'Université ont mis plus de six mois pour trouver un premier emploi.

En tout aujourd'hui, plus de 800.000 chômeurs ! Cela ne semble pas suffire au gouvernement, Giscard et Fourcade, successivement, ont annoncé que la situation de l'emploi allait continuer de s'aggraver dans les prochains mois. Reste à savoir si les travailleurs se laisseront faire.



## région UNE A GENER CONTRE

Le chômage, ce ne sont pas la région du Havre, particulièrement de nombreuses luttes se sont déroulées.

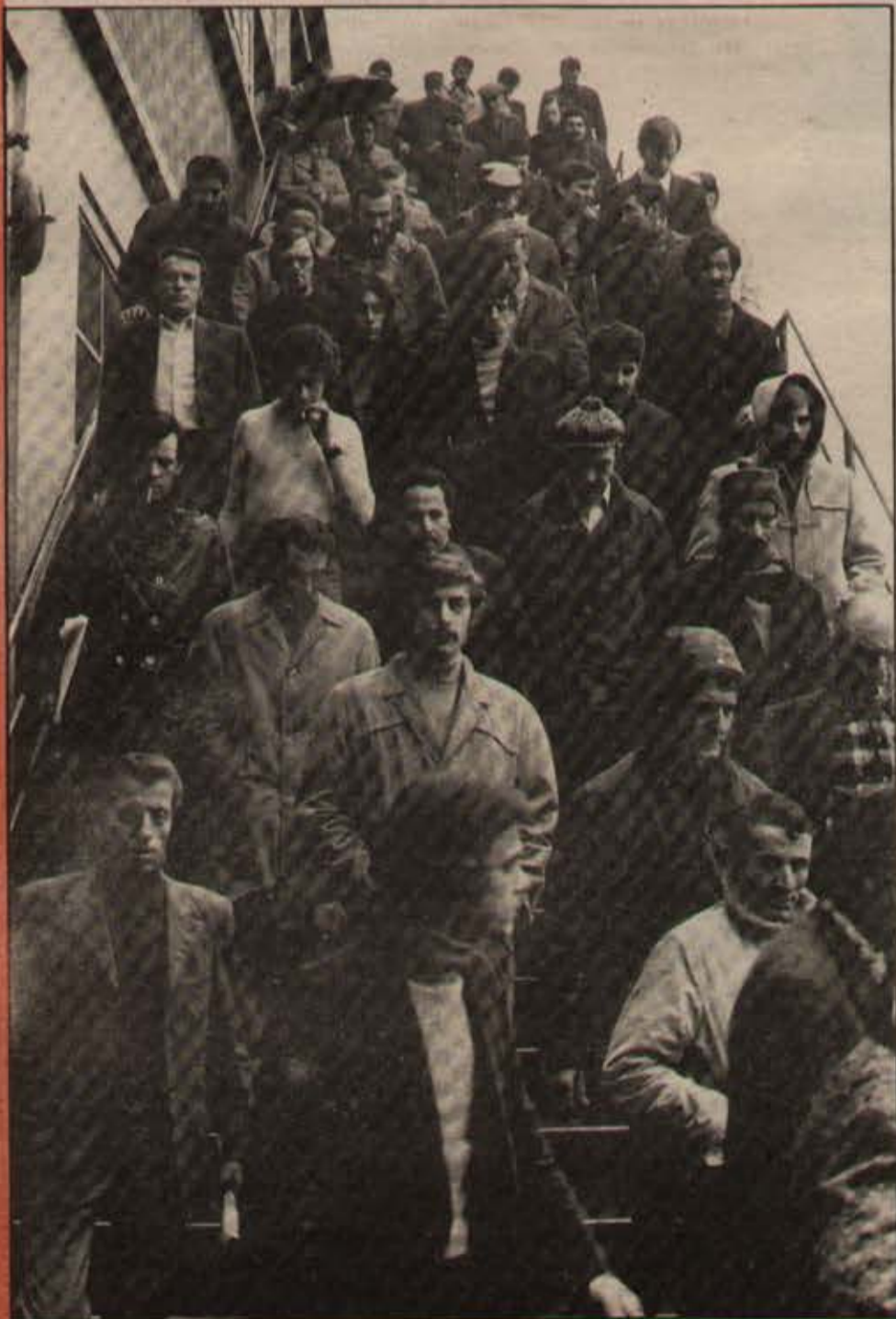
Pas seulement sur le « Franco-métallurgie, la chimie, etc. Nous militons du FCR, Jean, et plusieurs reprises de la région. Ils expliquent l'emploi.

Peux-tu donner d'abord un aperçu des industries dans la région ?

Jean : Disons qu'il y a trois types d'entreprises au Havre. Un secteur en déclin qui concerne les vieilles entreprises métallurgiques et toutes les activités liées au parti, comme la construction navale et l'industrie du bois. Un secteur en plein développement depuis 15 ans, c'est la pétrochimie. Le projet de la bourgeoisie est, en effet, de faire du Havre une grande zone industrielle pétrochimique, avec la construction du port « Antifer » pour les gros pétroliers et le développement des raffineries de la Basse-Seine. Et puis, un peu à part, il y a Renault-Sandouville.

Pourquoi à part ?

Jean : Parce que c'est la plus grosse boîte de la région, avec 9.500 travailleurs, mais que son rôle est très minime dans le mouvement ouvrier local. Elle est située à 15 km de



# au Havre ATAQUE RALISEE L'EMPLOI

seulement des statistiques. Dans la région touchée par la « crise de l'emploi », nous sommes allés pour dire : « Non aux licen-

», mais aussi dans le bâtiment, la région a réuni autour d'une table les autres militants syndicaux des entreprises pour la défense de

l'agglomération et les ouvriers qui y travaillent habitent dans un rayon de 80 kms.

**Le développement du complexe pétro-chimique va-t-il permettre une embauche ?**

Jean : En principe, oui. Même que les patrons ont du mal à trouver sur place le personnel nécessaire. Tous les cadres, par exemple, viennent d'autres régions, du fait qu'il n'y a pas au Havre de système de formation adaptée aux besoins du patronat local. Même les ouvriers sont recrutés parfois presque dans l'arrière-pays.

**Alors, qu'est-ce que c'est la « crise de l'emploi » au Havre ?**

Jean : Attention, j'ai bien dit « en principe ». Car avec les répercussions de la crise économique, il n'y a plus aucune embauche aujourd'hui. Et c'est d'autant plus grave que cela empêche la reconversion des travailleurs foutus à

la porte des entreprises, qui, de toutes façons, sont en voie de disparition du fait des restructurations industrielles. Il y a donc combinaison, si on veut, d'un chômage structurel et d'un chômage conjoncturel le second touche notamment l'automobile, c'est-à-dire Renault et ses sous-traitants locaux et la chimie. De façon générale, il n'y a pas encore de licenciements massifs mais plutôt un développement du chômage technique, particulièrement important par exemple dans les entreprises de transformation des matières plastiques.

**Maintenant qu'on a décrit la situation, on pourrait passer à quelques expériences concrètes, en commençant peut-être par la plus importante depuis deux mois, à savoir Thireau-Morel ?**

Thireau-Morel : Thireau c'était la plus grosse boîte du bâtiment sur la région : 1800 travailleurs dont 900 au Havre même. Le 14 octobre la direction a déposé son bilan. 20 jours plus tard, elle a annoncé le licenciement de l'ensemble du personnel la réaction a été immédiate. Nous avons occupé l'entreprise. La mobilisation était très forte. Nous avons fait deux manifestations, les 7 et 13 novembre. Par le rapport de forces ainsi construit, nous avons pu obtenir la paie de septembre, celle d'octobre et un acompte sur celle de novembre. Le syndicat ne voulait pas verser que si nous acceptions notre licenciement. Nous avons refusé et finalement obtenu gain de cause. Nos mots d'ordre restent : « Non aux licenciements, non au démantèlement ». Nous avons toutefois accepté que les 110 ouvriers du secteur menuiserie soient réembauchés par l'entreprise qui l'a rachetée, à condition que leurs délégués continuent de participer à la grève chez Thireau-Morel. Dernièrement 200 gars sont montés à Paris pour déposer des motions à la chambre patronale et au Ministère de l'Équipement. Nous avons aussi fait une démarche auprès du ministre de l'Intérieur pour que les travailleurs immigrés qui représentent 40 % des horaires chez Thireau, ne perdent pas leur carte de séjour.

**Ça, c'est donc le cas d'une faillite et de ses conséquences sur l'emploi. Qu'en est-il de l'emploi dans une entreprise comme chez Renault ?**

Renault : Chez Renault, l'embauche est maintenant bloquée depuis un an. Nous étions 10 F en novembre 73, et maintenant nous ne sommes plus que 9.700. C'est-à-dire 900 de moins, sans pour autant qu'il y ait eu de licenciements collectifs. Et pourtant, nous produisons sur les chaînes toujours le même nombre de voitures par jour : 863. En 74, il y a eu déjà 9 jours de chômage technique et il y en aura encore 2 d'ici à la fin de décembre. Ce qui représente pour un OS, une perte nette de salaire de 500 F. L'augmentation des charges de travail, alors qu'on est de moins en moins pour faire le boulot, a provoqué des réactions. Fin juin, 80 % des ateliers du secteur presse ont baissé de 50 % les cadences pendant une journée. Même chose à la scellerie où les camarades exigeaient l'affichage précis des charges de travail et des cadences par poste. Dernièrement, 30 gars ont débrayé pendant 1 H sur un hangar pour demander le ralentissement des cadences. Car en principe, on doit sortir 500 voitures par jour sur la chaîne où je travaille. Mais quand on compte à la sortie, il y en a parfois plus. Une fois par exemple, j'en ai compté 508.

**Tu parles de réactions contre l'augmentation des cadences, mais est-ce que les gars sont prêts à lutter contre l'arrêt de l'embauche ?**

C'est-à-dire que les gars se sentent coincés sur la chaîne puisqu'il n'y a pas de boulot ailleurs. Ils pensent que ça va exploser un jour ou l'autre. Les 30 gars qui ont débrayé 1 heure ont révélé une combativité certaine dans la tôle même si les syndicats ne poussent absolument pas à la lutte en ce moment.

**Chez Renault donc, arrêt de l'embauche et chômage technique vont de pair avec l'augmentation des cadences. Qu'en est-il dans la Chimie, et, pour prendre un exemple, chez ATO, particulièrement ?**

ATO : ATO est une boîte liée à la Société nationale des pétroles d'Aquitaine qui est l'entreprise française à avoir fait le plus gros bénéfice pour l'année 73 et le premier trimestre 74. Fin juillet et août, la production a été forcée au maximum. Mais depuis octobre, 4 unités sont à l'arrêt ce qui fait que nous tournons à 50 % des capacités de production. Il n'y a pas chômage technique, mais les gars n'ont rien à faire quand ils viennent au boulot. Les stocks ont énormément augmenté depuis deux mois. On a trouvé ça bizarre car les exportations marchent toujours bien pour ce que l'on produit, le prophylène. Il y a même un bateau qui était venu jusqu'à quai pour embarquer un chargement vers l'étranger qui a été désarmé au dernier moment. On suppose que les patrons attendent une hausse des prix pour recommencer l'écoulement des stocks. Je vois d'ailleurs que la situation est exactement la même à l'usine de bouteilles en plastiques. Il paraît qu'il y a des stocks jusque dans les ateliers !

**Y-a-t-il des menaces de licenciement dans le secteur de la chimie ?**

Pour le moment, les licenciements n'ont touché que le personnel extérieur. C'est d'ailleurs un problème général pour les boîtes d'intérim nombreuses dans l'agglomération. Le personnel placé par BIS, la plus grosse d'entre elles, est particulièrement touchée. Pour ce qui est de la Chimie, le patronat parle de reprise en février. Remarque qu'il disait décembre il y a deux mois. Ce qui fait qu'on ne sait pas bien. A Esso, l'embauche est complètement stoppée. A la CFR, même chose car la production est en chute libre depuis le 15 novembre.

**Pour terminer le tour de table, peut-être pourrions-nous aborder le problème des docks ?**

Un docker : Aux docks le problème de l'emploi est double. Il y a d'abord la question de la mécanisation de la profession avec les « containers ». Mais il y a aussi, depuis novembre, une baisse considérable d'activité. En mai, contre la volonté des syndicats, les patrons ont embauché 400 gars supplémentaires. Le travail a été très rempli jusqu'en septembre. Mais maintenant, à l'embauche du matin, il n'y a plus qu'une quinzaine d'équipés formés sur la quarantaine en temps normal. On avait mené la bagarre contre l'augmentation des cadences durant l'été en refusant les heures supplémentaires. On a gagné puisque le retour aux 40 H est prévu pour le 1er janvier 75. Ceci dit la combativité n'est pas encore très forte, même si pendant la grève des PTT, nous avons pu réunir 5000 F de collecte en une matinée.

**Il y a un point qu'il est important de traiter, après avoir eu des explications sur quatre secteurs très importants de la région, c'est le problème des petites boîtes.**

Jean : Les répercussions de la crise sur les petites boîtes sont très graves dans la région, notamment pour les entreprises sous-traitantes. A Tréfil-métaux, par exemple qui produit des câbles pour le secteur automobile français, la baisse générale d'activité risque de provoquer des licenciements. De même dans une petite boîte qui fabrique des tuyaux de chauffage, les commandes ont énormément baissé, 50 % du personnel ne fait plus que 30 H par semaine. A l'usine qui fabrique les joints de caoutchouc pour Renault, il y aura plusieurs jours de chômage technique au début janvier. Dans tous les cas, les patrons procèdent en trois étapes : chômage technique, puis arrêt d'activité, puis licenciements collectifs,

sans trop de problèmes une fois qu'ils sont réduits la durée du travail à moins de 40 H, car il n'y a plus contrôle de l'inspection. Pour les petites entreprises, en général, ils s'arrangent toujours pour liquider d'abord celles où n'existe pas de syndicat.

Un camarade de chez Luterma (Bois et contreplaqué) : C'est le même problème chez Luterma. On tourne à 50 % des capacités de production, en travaillant à moins de 40 H. Ceci est notamment dû à l'évolution du commerce international. Les pays sous-développés peuvent vendre maintenant à des prix compétitifs des produits semi-finis comme le contreplaqué jusqu'alors produit par une boîte. La mise au chômage partiel pose un problème dans la mesure où les patrons, quand la durée du travail est inférieure à 40 H peuvent procéder à des licenciements collectifs sans contrôle possible d'un inspecteur du travail.

Jean : Je voudrais rajouter un dernier exemple significatif au sujet des licenciements dans les petites boîtes. A Ethylène-plastic, les patrons disaient : « On ne peut plus produire il n'y a plus d'éthylène ». Alors qu'à 30 bornes de la boîte, le CFR regorge de stocks d'éthylène inutilisés !

**Maintenant qu'on a vu la situation générale de l'emploi et les luttes qui se sont développées, peux-tu nous dire quelle a été l'intervention du FCR sur l'emploi ?**

Jean : Notre premier objectif a été de dépasser le seul cas du « France » et de poser le problème de l'emploi sur l'ensemble de la région. Les réformistes, eux, voulaient s'en tenir à la défense de l'intérêt national et mettaient le paquet sur le « France ». C'est la municipalité communiste qui a notamment pris en charge l'ensemble de la solidarité. Quand le comité de soutien au « France » a voulu se transformer en comité pour la défense de l'emploi dans la région, les staliniens l'ont immédiatement sabordé.

Notre deuxième objectif a été de populariser nos mots d'ordre sur les problèmes de l'emploi. Nous avons d'ailleurs commis une erreur en avançant comme mot d'ordre, au moment de la lutte du « France », « Pas de licenciement sans reclassement ». Nous avons rectifié, car le mot d'ordre supposait déjà une acceptation implicite des licenciements. Nous avançons donc aujourd'hui deux mots d'ordre « Non aux licenciements », « Non au démantèlement » dans ce type de lutte. C'est ce qui a été fait par exemple à Thireau-Morel. Par ailleurs, nous avançons toute une série d'explications face au développement du chômage technique.

**Qu'est-ce que vous avez fait au moment de la grève dans la Fonction publique ?**

Jean : Nous avons d'une part, avancé des perspectives pour la généralisation des luttes dans le secteur public comme cela a été fait au plan national. Mais nous avons aussi insisté sur la jonction avec le privé, du fait des problèmes d'emploi spécifiques que connaît la région, c'est pourquoi nous proposons une grève générale de 24 H sur le plan local. A la fin du mois d'octobre, un meeting du FCR a réuni 90 personnes, avec de nombreuses boîtes représentées.

**Quelles sont les perspectives à la rentrée ?**

Jean : Je crois qu'il ne faut pas surestimer la combativité des gars à l'heure actuelle. Mais c'est la première fois depuis 68 que l'on assiste à de telles luttes et de telles manifestations sur la région. Toute une série d'indices comme les débrayages chez Renault, la lutte chez Thireau-Morel, les occupations de petites boîtes, nous permettent de dire qu'il y a possibilité de généralisation des luttes sur l'emploi au début de l'année.

# LE CHOMAGE DES FEMMES

# DERNIERES EMBAUCHEES PREMIERES LICENCIEES

## « DES CHIFFRES »

Les statistiques du ministère du Travail font état d'un renversement de la proportion hommes/femmes du nombre des demandes d'emploi non satisfaites : à partir de septembre 73, (début de la crise pétrolière), il y a davantage de femmes que d'hommes qui cherchent des emplois sans en trouver. La moyenne mensuelle des demandes d'emploi non satisfaites pour le premier septembre 1974 est de 235.000 demandes pour les femmes et 215.000 pour les hommes.

Autrement dit, le chômage touche d'abord les femmes.

Si l'on compare ces chiffres avec ceux des anciens chômeurs ayant trouvé un emploi, on constate que 2 fois plus d'hommes que de femmes ont été réembauchés dans la première moitié de 1974.

On peut poursuivre avec les statistiques des licenciements (lesquelles ne mentionnent pas le sexe des licenciés...) qui indiquent les secteurs touchés : avec l'automobile et le bâtiment, secteurs masculins, ce sont les emplois du commerce, de l'habillement et du textile à majorité féminine écrasante qui se trouvent atteints. Le nombre des licenciés dans ces branches « féminines » égale celui des licenciés de l'automobile et du bâtiment.

En 1973, il y avait 10.000 hommes de plus que de femmes pour toucher l'allocation chômage durant les 6 premiers mois de 1974, leur nombre est sensiblement le même. En octobre 1974, le nombre des secourus hommes redevient beaucoup plus important, mais il convient de noter que les femmes en chômage qui cherchent du travail pour la première fois sont très nombreuses et ne sont pas comptabilisées dans ceux qui touchent cette allocation.

Enfin, les hommes et les femmes ne sont pas atteints par le chômage aux mêmes niveaux de qualification. En proportion, ce sont les **employées qualifiées** femmes qui trouvent le moins facilement du travail, puis les employées non qualifiées, les OS et en dernier lieu les manoeuvres. Chez les hommes c'est l'inverse : les manoeuvres arrivent en tête de la population de chômeurs. **C'est une donnée constante, perceptible dans d'autres périodes de récession, que l'élimination des femmes, de fait d'abord par le sommet.** Le processus de déqualification (travail en dessous du niveau de qualification) qui s'encadre en période de chômage vise d'abord les femmes refoulées vers les emplois les moins rémunérés et les plus bas dans la hiérarchie du travail.

## DES FAITS

A l'ORTF, le pourcentage des femmes licenciées est de 50 % soit un taux nettement supérieur à celui des hommes.

Des secteurs d'emploi traditionnellement féminins voient ce caractère remis en question par la politique gouvernementale. Exemple : l'enseignement secondaire. Cadeau de F. Groud, les concours de recrutement (CAPES et Agrég.) vont être « mixés », en fait le processus avait commencé avant son accession au secrétariat d'Etat. Quand les concours étaient distincts pour hommes et femmes, il y avait sensiblement le même nombre de postes pour les uns et les autres ; avec la mixité, la proportion « officieuse » est de 2/3 pour les hommes, 1/3 pour les femmes. Les agrég et capes de Philosophie, le CAPES de sciences économiques qui ont inauguré la mixité en sont des exemples criants si l'on se réfère aux résultats de l'an dernier ; le fait est si connu que dans certains T.D. de faculté, les assistants conseillent aux filles d'abandonner car elle n'ont aucune chance...!

Si l'on relie cela aux déclarations de S. Veil sur les infirmières qui gagneraient à être remplacées par des infirmiers, on a un tableau assez complet de la volonté d'éliminer aujourd'hui, là où cela est souhaitable pour le bon fonctionnement du système, les femmes du marché du travail.

## L'ARMEE INDUSTRIELLE DE RESERVE

Cette vulnérabilité des femmes au chômage n'est ni le fait du hasard ni le fait d'une moindre qualification (ce sont chez les employées et les ouvrières les plus qualifiées qui ne trouvent pas de travail). Ce n'est pas non plus la seule présence des femmes dans des secteurs retardataires comme le textile qui provoque la montée du chômage féminin aujourd'hui : c'est une donnée

économique : en période de récession et c'est le cas aujourd'hui, les femmes sont renvoyées « à leurs casseroles » puisqu'aussi bien le salaire masculin est calculé de façon à pouvoir assurer l'entretien de toute la famille et que l'employeur capitaliste se comporte comme si toutes les femmes étaient mariées. Traduction (et intériorisation) populaire : pour une femme c'est moins grave d'être au chômage, elle peut se trouver un mari.

On peut être tenter une analogie avec la main d'oeuvre étrangère renvoyée dans son pays d'origine quand le chômage menace.

## LA DIVISION

Cette situation — qui illustre très concrètement comment le capitalisme se sert de l'oppression des femmes — constitue une grave division de la classe ouvrière. Comme les immigrés, les femmes sont accusées de « voler » le travail des hommes. Si la crise économique s'accroît, si le chômage s'appesantit — et se sera le cas — ce genre de phénomènes, étant donné la nature de l'idéologie dominante ne peut que s'aggraver. Le mouvement ouvrier traditionnel n'a pas donné à la classe ouvrière d'éducation sur la surexploitation des femmes et leur place dans le marché du travail pour des raisons qui tiennent à ses traditions, au poids de l'idéologie patriarcale en ses rangs. **Aujourd'hui que se construit un mouvement autonome de femmes, que se créent des groupes femmes d'entreprises, il revient à ceux-ci de développer une propagande sur le chômage des femmes et de faire reprendre la défense des femmes par la totalité du mouvement ouvrier.**

Il faut que cesse la division.  
FREDERIQUE



# LES PRISONNIERS POLITIQUES DEFIENT LA DICTATURE !

Au mois d'octobre, la première grève de la faim des prisonniers politiques s'étendait comme une trainée de poudre dans toutes les prisons d'Espagne et soulevait la lourde chape de plomb qui pèse sur ces militants tombés dans les griffes de la dictature.

La quasi totalité des organisations politiques s'étaient engagées alors dans la lutte, dans plusieurs prisons. Certaines s'étaient contentées ailleurs de soutenir la grève. Au bout d'un mois de ce combat exemplaire, la dictature reculait, renonçant aux premières sanctions prises.

Mais, sur les revendications, rien. Au contraire, la répression s'accroît. Mitard, suppression des réductions de peine, réouverture des galeries « spéciales », etc.

De plus, les détenus que la dictature veut impliquer dans l'attentat de la « Puerta del Sol », se trouvent dans une situation dramatique. Quatre d'entre

eux, Antonio Duran, Sainz de la Pena, Sanchez Gatell et Amaro Fernandez sont toujours au secret. Duran, gravement malade et dont la vie est en danger, a été conduit à un hôpital accompagné d'un important dispositif policier. Eva Forest, après deux mois d'isolement complet et de torture, peut maintenant voir son avocat. Mais Lidia Falcon a dû être internée à l'hôpital pénitentiaire dans un état grave. Garmendia, militant de l'Eta (V), est toujours au secret.

La répression frappe toujours aussi durement : Ignacio Iparraguirre, 19 ans, militant de l'Eta (V) a été froidement assassiné par la Guardia Civil. Lors d'un récent conseil de guerre célébré à Burgos, des peines de 12 à 78 ans de prison ont été prononcées contre les militants de l'Eta (V) et de l'Eta (VI).

Loin de courber la tête devant le durcissement de la dictature, les prisonniers politiques ont engagé une nouvelle grève de la faim le 24 novembre dernier.



Il y a quatre ans tout juste, IZKO et ses camarades étaient sauvés par une mobilisation sans précédent.

L'initiative, prise par l'Eta (V), qui compte dans ses rangs une forte proportion de prisonniers politiques, a été suivie dans plusieurs prisons par nos camarades de la LCR-Eta (VI) et de certaines organisations. Mais le PC, notamment, a refusé de se joindre à cette lutte exemplaire qui englobe plus de cent prisonniers politiques.

Immédiatement isolés, les grévistes de la faim sont dans un état grave. Tous ceux de Carabanchel ont déjà été transférés à l'infirmerie de la prison.

Mais leur détermination est bien à la hauteur de leurs revendications. Plus que la lutte sur les conditions même de leur détention, c'est le combat contre la dictature elle-même qu'ils ont engagé, pour la libération immédiate d'Antonio Duran et de Eva Forest, de tous les prisonniers politiques et pour l'amnistie générale.

Au pays basque, plusieurs entreprises ont débrayé en solidarité avec les prisonniers politiques et contre la répression qui s'abat sur l'Eta (V). Ce mercredi 11, les commissions ouvrières de Guipuzcoa ont appelé à la grève générale. Aux côtés des grévistes de la faim, la solidarité s'étend.

Elle doit traverser les frontières. L'appel exemplaire lancé par les prisonniers politiques en lutte à Carabanchel (1) ne doit pas rester lettre morte : « Nous appelons la classe ouvrière et les masses populaires, toutes les organisations et tous les partis ouvriers,

tous les militants anti-franquistes des peuples de l'Etat espagnol, le prolétariat et opinion publique antifasciste internationale à se mobiliser en solidarité avec les prisonniers politiques... **A bas la répression ! A bas la dictature !** »

(1).- L'appel est lancé par les militants de la LCR-Eta (VI), du MCE, de l'OIT, des Commission ouvrières, de l'OSO, du PC(ml), et des militants indépendants.

INTERNACIONAL

Sumario

190 HAY UN MINUTO QUE PERDIERE!

la dictadura quiere asesinar de nuevo

¡SALVEMOS LA VIDA DE EVA FOREST, DURAN Y SUS COMPANEROS!

1974

di. 12 de octubre 1974

## 130 millions pour Thieu

La décision de principe en avait été prise en octobre : la France fournirait en 1975 au Sud Vietnam une aide au moins égale à celle de l'année 1974. Le chiffre en est maintenant arrêté, ce sera 130 millions de francs. Ce n'est pas tout.

Le jeudi 5, le gouvernement a aussi promis l'extension de la cimenterie de Hatien, dont la production annuelle devrait passer de 300.000 à 1.000.000 de tonnes. Ce qui coûtera la bagatelle de 200 autres millions de francs.

Encore une fois, le gouvernement français arguera d'une fausse symétrie :

peu avant, la RDV se voyait décerner une aide du même montant. Mais cette balance apparente ne peut cacher l'ignorance délibérée du GRP. La polémique publique qui avait provoqué la révélation par la presse de la tenue à Paris d'une conférence de la Banque mondiale sur l'aide multilatérale à l'Indochine — et l'organisation d'une autre conférence pour en dénoncer les mécanismes et objectifs (voir Rouge N° 271) — aura de nouveau mis en lumière cet aspect de la politique de Giscard. N'a-t-on pas vu un ancien ministre, Philippe Malaud, en fonction lors de la signature des accords de Paris, en piétiner allégrement l'esprit et la lettre, au profit d'une défense violemment anti-communiste du régime fantoche, soulignant que « les intérêts politiques, économiques et culturels de notre pays sont entièrement (sic) situés dans le Sud... avec peut-être une possibilité de le faire évoluer conformément à nos vœux, ce qui n'est certainement pas le cas de l'autre partie, unilatéralement et

monolithiquement orientée » (Le Monde du 6.11.74).

Malaud, comme Giscard, tentent de couvrir leur politique d'un « anti-américanisme » de bon aloi. Il faut aider le Sud à la « recherche d'une diversification de ses relations après une période d'excessive prépondérance américaine ». Il n'empêche qu'elle correspond très étroitement aux besoins du régime fantoche saïgonnais qui voit avec faveur la balance faite avec la RDV justifier la mise à l'écart du GRP (voir la lettre de l'ambassade saïgonnaise au Monde du 5.11.74). Et qu'elle n'interdit pas, au contraire, la coordination des efforts d'« aide » avec Washington.

Missoffe, après sa mission gouvernementale en Indochine, fut à ce sujet très clair. Conscient des limites de « l'aide » française (« non négligeable » mais « très modeste en regard des besoins »), il concluait son rapport en réaffirmant que « notre engagement d'aide au Sud Vietnam est lié à celui des autres pays qui seraient disposés à l'assister et surtout à celui des Etats-Unis, qui commande son avenir... » (Documentation française N° 237).

De là la participation à la conférence de la Banque mondiale tenue à Paris le 17 octobre. La France de Giscard reste l'un des éléments privilégiés de la politique impérialiste en Indochine !

Arrêt de l'aide aux régimes fantoches !  
Rupture des liens diplomatiques avec Saigon !  
Reconnaissance du GRP !

## L'assassinat de Lucio Cabanas

Le lundi 2 décembre, le ministère de la Défense a annoncé la mort de Lucio Cabanas, chef de la guérilla paysanne de la région de Guerrero, au cours d'un affrontement avec l'armée dans la Sierra d'Ahozac. Voici un peu plus de 8 ans que Lucio commença cette lutte à la suite de la répression qui s'abattit sur le mouvement démocratique de masse dirigé alors par Genaro Vasquez. Il se lança dans la Sierra pour lancer un groupe d'auto-défense armée qui acquit ultérieurement un caractère offensif et un fonctionnement de colonne de guérilla qui donna naissance au Partido de los Pobres (Parti des Pauvres) avec sa brigade paysanne (Brigada Campesina de Justicia).

Malgré le fait que cette guérilla soit née après la révolution cubaine, elle n'a rien à voir avec les conceptions foquistes et ne s'aligne pas sur la direction castriste. La région au Sud de Mexico où elle évolue, outre qu'elle se caractérise par une grande explosivité révolutionnaire, est la région la plus arriérée et la plus pauvre du pays, c'est cela qui explique l'enracinement profond et l'appui de la population sur lequel pouvait compter le mouvement dirigé par Lucio.

C'est la solidité de cette base sociale qui a permis de donner une continuité à la lutte malgré la présence de l'armée et les opérations de contre-guérilla développées par le gouvernement de Echeverria.

Depuis, la guérilla monte coup de main sur coup de main, embuscade sur embuscade contre l'armée, accroissant son prestige et sa popularité. Le rapt du candidat au poste de gouverneur, le sénateur Figueroa, en juin dernier, a con-

stitué un des coups les plus retentissants à l'échelle nationale et a fait du problème de la zone de Guerrero l'un des problèmes cruciaux du pays. Fait encore plus significatif : pour la première fois, la bourgeoisie et le gouvernement reconnaissent qu'il ne s'agissait pas là d'un problème de brigandage, comme ils l'affirmaient auparavant, mais d'un problème social et surtout politique.

Face au combat héroïque de ces paysans et à la terrible répression à laquelle ils sont soumis de la part de l'Etat bourgeois et de son armée, nos camarades du Groupe Communiste Internationaliste (GCI), section sympathisante de la IVème Internationale appellent à la solidarité avec le mouvement de Guerrero. « Il n'est pas possible d'espérer miséricorde d'un gouvernement bourgeois. Néanmoins, il est possible de constituer un large et profond mouvement populaire contre la répression militaire qui s'abat sur les paysans de Guerrero, les vrais Cabanas que redoute le régime. Face à cette tâche et sans méconnaître la signification différente que peuvent lui donner les divers courants politiques et partis, nous appelons à nous unir tous, nous appelons au front uni contre la répression à Guerrero, à la lutte solidaire aux côtés des paysans et du peuple de Guerrero aujourd'hui soumis à une véritable occupation militaire » (Bandera Roja N° 15).

Si la mort de Lucio Cabanas laisse sans tête visible la guérilla paysanne de Guerrero, les bases sociales, économiques et politiques qui donnèrent naissance à ce mouvement armé demeurent, ce qui signifie que le combat continue. O.S.

# QUINZE MOIS APRES LE COUP D'ETAT

Nous avons commencé la publication, dans l'avant-dernier numéro de Rouge (n°76), d'une nouvelle série d'articles sur le Chili.

Le premier article dressait le bilan - catastrophique à tous égards - de la politique économique de la Junte. Mais nous n'en concluons pas pour autant que le régime militaire était au bord de l'effondrement. Dans la mesure où celui-ci, expliquions-nous, a littéralement détruit les formes traditionnelles de domination de la bourgeoisie chilienne et partant les formes traditionnelles d'expression des différents intérêts bourgeois, il n'existe aujourd'hui aucune alternative bourgeoise sérieuse et crédible.

C'est là une réelle faiblesse du système de domination bourgeoise au Chili, mais contradictoirement, c'est une force pour la Junte - notamment vis-à-vis des puissances impérialistes - qui ne manqueront pas, dans ces conditions, d'assurer sa survie et notamment de maintenir le régime « à flot » sur la plan économique. A cet égard les quelques mesures discriminatoires qui ont été prises ici et là et notamment par le Sénat américain, si elles sont intéressantes et peuvent être utilisées dans le travail de dénonciation de la Junte, ne doivent pas faire illusion. Ce n'est que le côté face d'une politique dont le côté pile est tout autre...

Mais, tant le bilan économique que l'absence d'alternative bourgeoise posent de fait une question plus fondamentale : de quelle base sociale dispose aujourd'hui le régime militaire chilien, et quelles conclusions en tirer ?

C'est ce problème que nous allons traiter dans ce second article.

Au lendemain du coup d'Etat, la base sociale du régime militaire était claire : il disposait de l'appui massif, enthousiaste même, de ceux qui avaient eu peur. Peur face à la mobilisation ouvrière et populaire, peur de voir disparaître un ordre social d'où ils tiraient revenus et privilèges petits et grands; peur de voir s'effondrer des échelles de valeur sur lesquelles ils fondaient leur statut, leur raison d'être pour certains...

C'est autant la fin de leurs angoisses que la victoire que célébraient ces versaillais dont le Monsieur Thiers s'appelaient Pinochet lorsque par milliers ils défilaient devant le palais de la Moneda en ruines ou lorsqu'ils sortaient de la messe, dans leurs quartiers, ils manifestaient bruyamment leur joie. Et cela pendant qu'ailleurs dans d'autres quartiers on massacrait froidement par dizaines, par centaines, par milliers les travailleurs... Parmi ces versaillais, il n'y avait pas que des grands bourgeois ou que des représentants directs ou indirects des intérêts impérialistes. Il y avait aussi et surtout la grande masse des petits-bourgeois - petits propriétaires, artisans, commerçants,

boutiquiers en tous genres, ils se sentaient d'autant plus concernés que la réussite du coup d'Etat n'était pas à leurs yeux, seulement la victoire des militaires. C'était aussi leur victoire. Ne s'étaient-ils pas mobilisés depuis un an pour en créer les conditions, en désorganisant et paralysant l'appareil économique, notamment ?

En ce sens, le 11 septembre 1973 ne fut pas un simple putsch, un coup d'Etat comme de nombreux autres en Amérique Latine. Ce fut l'aboutissement d'une offensive contre-révolutionnaire, massivement aidée de l'extérieur par l'impérialisme (le rôle qu'y a joué la CIA est aujourd'hui, après les révélations du Sénat US, du domaine public), mais disposant dans la pays d'une base sociale d'appui réel et surtout mobilisé.

Ce premier rappel est important : car nombreux sont ceux qui ont maintenant tendance à minimiser ou même à oublier cette donnée fondamentale pour ne voir dans le coup d'Etat du 11 septembre qu'une simple opération téléguidée par l'impérialisme et dans laquelle les militaires chiliens auraient joué le rôle de bons exécutants. Mieux, la logique d'une telle analyse peut même mener à considérer le 11 septembre comme une agression impérialiste déguisée, menée par militaires chiliens interposés. Or, une telle démarche n'est pas sans conséquences sur la caractérisation du régime en place à Santiago et sur le type d'alliances à mettre en place pour le combattre... Nous y reviendrons.

Cette base sociale d'appui a joué un rôle important dans la consolidation du pouvoir des militaires, dans les semaines qui ont suivi le coup. Outre qu'elle a facilité une remise en marche relativement rapide des rouages économiques et administratifs, elle a surtout décuplé son pouvoir répressif. Les dénonciations, la délation organisées ont, à la campagne, dans les villes de province, dans les quartiers de Santiago, grandement facilité la destruction des partis de l'UP, déjà paralysés et durement touchés par le

## UNE IMPORTANTE DECLARATION DU M.I.R

Nous avons reçu de la commission politique du MIR plusieurs textes et communiqués en provenance de Santiago. Les camarades du MIR nous ont demandé, ainsi qu'à d'autres organisations révolutionnaires, d'en assurer la diffusion. Au moment où une répression particulièrement intense s'abat sur eux, et alors qu'une

AUX TRAVAILLEURS ET AUX REVOLUTIONNAIRES DU MONDE,

1) La mort de notre secrétaire général Miguel Enriquez a été un coup dur et constitue une perte irréparable pour notre parti, pour la gauche, pour la Résistance, pour la révolution chilienne et pour tous les révolutionnaires.

Nous avons dû payer un tribut énorme à la cause de la Résistance et de la lutte révolutionnaire du prolétariat : la lutte révolutionnaire exige des sacrifices inévitables (...); l'avant-garde, notre parti, le prolétariat et le peuple chilien sauront rendre hommage à la mémoire de Miguel Enriquez, dirigeant et combattant exemplaire, qui est entré dans l'histoire comme un héros de la révolution prolétarienne chilienne et latino-américaine (...)

3) Le MIR est d'ores et déjà indestructible, il s'est renforcé sur le plan interne, il a appris à travailler dans la clandestinité et avant tout il a développé des racines profondes dans la classe ouvrière, multipliant ses liens avec les masses.

Notre parti était préparé pour des situations comme celle de la mort de notre secrétaire général ou même de la plus grande part de notre direction. La lutte révolutionnaire clandestine exige de prévoir de telles circonstances (...).

campagne visant à prouver que le MIR est détruit se développe internationalement, nous considérons comme une tâche de solidarité internationaliste élémentaire de leur accorder une place dans notre journal. Nous publions donc ci-dessous de larges extraits du communiqué le plus important publié à Santiago fin octobre.

Depuis lors, Andres Pascal Allende assume les tâches de secrétaire général du parti. Le Comité Central et la Commission Politique ont par ailleurs continué leur travail, allant plus avant dans l'analyse des causes des coups que nous avons reçus, de la situation actuelle ainsi que dans l'analyse des perspectives et des tâches de la Résistance et du parti.

Notre parti, à la tête de la Résistance, continue sa lutte implacable pour le renversement de la dictature et pour le triomphe de la révolution prolétarienne chilienne.

4) 14 mois de dictature militaire montrent son affaiblissement progressif et révèlent des symptômes croissants de l'échec du projet de domination du grand capital national et des secteurs qui lui sont alliés, subordonnés au capital étranger. La dictature est néanmoins aujourd'hui toujours plus forte que la résistance et que les révolutionnaires; et elle continuera à l'être pour un temps assez long. Mais il y a un an, la dictature était beaucoup plus forte et la Résistance beaucoup plus faible (...).

La dictature est confrontée à une conjoncture internationale de plus en

plus critique et à une situation politique internationale qui lui est de plus en plus défavorable.

A l'intérieur du pays, la corrélation des forces sociales va également se dégradant pour la dictature, bien que sur le terrain politique et encore moins sur le terrain militaire cela n'apparaisse pas de manière spectaculaire.

A l'opposition et à la résistance croissantes des travailleurs et des masses populaires, caractérisées par la réanimation de la résistance active du prolétariat, se joignent le mécontentement et l'opposition de la petite-bourgeoisie ainsi que le mécontentement des petits et moyens capitalistes durement touchés par la récession économique. Néanmoins, le facteur nouveau et décisif qui s'est développé ces deux derniers mois sur la scène politique nationale est l'apparition de contradictions et de luttes ouvertes au sein même de la grande bourgeoisie et du grand capital. L'unité du bloc au pouvoir commence à se féler. Les industriels et les grands propriétaires terriens sont en désaccord. Les entrepreneurs qui produisent pour le marché intérieur commencent à comprendre quel type de chaos produit la volonté de réorienter radicalement l'appareil productif vers l'exportation.

Les premiers antagonismes entre la dictature et le pouvoir judiciaire ont commencé à se produire au même moment que se développait un mécontentement contre la dictature dans certaines associations professionnelles qui, hier, étaient visiblement à la tête du coup. Au sein des forces armées elles-mêmes, commencent à se reproduire les contradictions qui

Notre parti continue sa lutte implacable pour le renversement de la dictature...

divisent la société tout entière et l'unité du corps des officiers commence elle aussi à se féler.

5) Tout cela indique que nous assisterons dans un proche futur à l'accentuation des luttes inter-bourgeoises. Une fraction de la bourgeoisie se parera du drapeau de la démocratie pour défendre ses intérêts matériels menacés (...) par la politique économique de la dictature (...). Mais ces secteurs de la bourgeoisie savent qu'ils ne peuvent lutter seuls contre la dictature et contre le bloc au pouvoir. C'est pourquoi ils tenteront de gagner à leur projet la petite-bourgeoisie et les couches arriérées du prolétariat et des masses populaires en vue de créer un bloc conjoint qui, à travers un programme démocratique et démagogique, affronterait la dictature. Néanmoins, les conditions internationales, la situation économique, sociale et politique interne, comme la force du prolétariat, de la Résistance et de la gauche, feront que ces secteurs bourgeois finiront nécessairement par négocier avec la dictature lorsqu'ils seront confrontés à un prolétariat et à un mouvement de masse disposé à avancer de manière indépendante et à aller bien au-delà des objectifs limités que ces secteurs bourgeois leur offrent. La bourgeoisie que l'on appelle démocratique ne vacillera donc pas : elle s'alliera avec la dictature pour réprimer une fois de plus les travailleurs.

De plus, toute issue démocratique se verrait confrontée à la féroce résistance du corps des officiers et de tous les hauts fonctionnaires civils et militaires de la dictature dont les mains sont rouges du sang de milliers de travailleurs et de révolutionnaires (...). C'est pourquoi le plus probable est que dans le futur nous assistions au maintien d'une dictature instable. Les différents secteurs de la classe dominante chilienne s'entre-déchireront en une lutte interminable, créant une situation d'instabilité semblable à celle que connaît la Bolivie.

coup d'état lui-même. Et c'est sur l'existence bien concrète de ces secteurs petits-bourgeois mobilisés que reposaient les projets de certains militaires — du général Leigh en particulier — visant à instaurer un corporatisme inspiré de l'Italie mussolinienne et du Portugal des beaux jours de Salazar.

15 mois après, ces projets n'ont pas abouti. Malgré les déclarations répétées, aucune structure — même embryonnaire — à caractère de masse, ou se prétendant telle, n'a pu être mise en place.

C'est, parallèlement à l'échec économique, un échec politique cuisant pour la Junta, un échec lourd de conséquences, pour une stabilisation à très long terme du régime, objectif avoué des militaires.

Faut-il pour autant y voir la preuve que les militaires chiliens ont perdu durant cette période toute base sociale d'appui, à l'exception des secteurs très réduits numériquement, de la grande bourgeoisie et liés à l'exploitation impérialiste dont leur politique sert directement les intérêts ?

Certes, bien des choses ont changé à cet égard depuis septembre 1973. Et rétrospectivement, on peut dire que le coup d'Etat fut, pour de nombreux secteurs de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie qui l'ont soutenu sans réserves, une « journée des dupes ».

Dupe, la Démocratie Chrétienne l'a été. Elle espérait, grâce au coup d'Etat, revenir rapidement au pouvoir. Frei, son principal dirigeant espérait, — comme le lui avaient laissé entendre les militaires — succéder constitutionnellement à Allende (puisqu'il était Président du Sénat) après un court intermède de régime des baionnettes. C'était alors ne pas comprendre les motivations et les objectifs de la Junta et derrière elle, de secteurs importants de la grande bourgeoisie : il fallait en finir non seulement avec la mobilisation ouvrière et populaire, et avec l'unité populaire, mais aussi avec un certain type de régime, c'est-à-dire de domination bourgeoise dont la Démocratie Chrétienne

était un des produits, et qui avait prouvé sa « faiblesse » en permettant ce genre de développement.

Ce fut une grave erreur politique que la Démocratie Chrétienne a payé très cher : non seulement ce parti a été virtuellement réduit au silence, mais face à la nouvelle situation, il s'est profondément divisé, disloqué même.

Ces divisions reflètent d'ailleurs une réalité beaucoup plus profonde : les divisions des secteurs qui constituaient la base sociale, hétérogène, de la Démocratie Chrétienne. Celle-ci s'est disloquée en tant qu'expression constituée, qu'elle était, des secteurs de la bourgeoisie industrielle — notamment ceux liés au marché extérieur —, de la bureaucratie du secteur nationalisé qu'elle avait impulsé lorsqu'elle était au pouvoir, des couches moyennes de la petite paysannerie ainsi que de secteurs importants de la classe ouvrière — les secteurs les plus attardés et marqués souvent par un esprit corporatiste —.

Ce phénomène a grandement aidé les militaires.

D'abord, il a affaibli considérablement le poids des secteurs bourgeois lésés par sa politique économique en relativisant et même détruisant leurs formes traditionnelles d'expression. Ensuite, grâce à une série de mesures démagogiques — limitées mais significatives — il a permis à la Junta de s'attacher de nombreuses collaborations.

Collaboration de cadres et de techniciens issus de la Démocratie Chrétienne qui jouent un rôle important dans l'appareil d'Etat et jusqu'aux niveaux les plus élevés.

Mais surtout collaboration de secteurs sociaux non négligeables : au niveau de ces couches moyennes de la petite paysannerie, par une politique d'aide et de subventions ; au niveau aussi de ces couches les plus attardées, les plus corporatistes du mouvement ouvrier par une politique de concessions économiques sectorielles. Politique s'appuyant dans ce dernier cas sur bon nombre de bureaucrates syndicaux ayant été dans le passé, d'actifs démocrates



chrétiens et qui aujourd'hui fournissent le gros des assemblées régionales ou nationales de « syndicalistes » convoqués de temps en temps par le régime. Il s'agit là de phénomènes minoritaires bien évidemment. Mais qui sont une réalité qu'on ne peut ignorer lorsqu'on parle de la Junta et de sa base sociale ou de la Démocratie Chrétienne et de son poids actuel.

Dupes, d'autres que les Démocrates Chrétiens l'ont été. Et notamment, une bonne partie de ces petits-bourgeois réactionnaires militants du parti national, et surtout membres actifs des associations professionnelles, les « grénios », dont on connaît le rôle avant, pendant et après le coup d'Etat.

Mobilisés, ils espéraient du coup d'Etat la fin du « péni rouge » mais aussi des avantages économiques substantiels — la reprise des « affaires » en un mot.

Les espoirs de beaucoup ont été vite déçus et leur enthousiasme est tout aussi vite retombé.

On a pu lire ces derniers mois dans la presse chilienne les doléances de plusieurs de ces associations professionnelles face au

marasme du marché intérieur qui les frappe de plein fouet. «Après tout, sous l'UP, grâce à la spéculation et au marché noir, on s'en tirait mieux » a déclaré le président de l'association des bouchers.

Et on a même vu les camionneurs de la province de Valparaiso — vite rappelés à l'ordre — déclencher une grève de protestation contre le faible niveau d'activité économique...

ces mêmes camionneurs qui, un an auparavant, étaient le fer de lance de la paralysie économique !

Cette « grogne » traduit bien le désenchantement de ces secteurs. Mais là encore la conclusion doit être nuancée. Quelle que soit l'insatisfaction de ces secteurs, ils ne constituent pas une opposition active au régime. Ils n'en ont pas les capacités politiques dans le contexte actuel. Ni la volonté. Car pour eux, le régime militaire reste malgré tout celui qui a repoussé le « péni marxiste ». Aussi, malgré les réticences, les désillusions — et en l'absence d'alternative bourgeoise sérieuse — ils le soutiennent toujours.

(A suivre)  
J.P. BEAUVAIS

Nous assisterons dans un proche futur à l'accentuation des luttes interbourgeoises...

Nous centrerons notre travail en direction des secteurs d'avant-garde du prolétariat pour construire dans le processus de la lutte le parti révolutionnaire du prolétariat chilien...

La coordination et l'unification des révolutionnaires à l'échelle mondiale est une tâche fondamentale aujourd'hui...

6) Le désespoir de la dictature face à une situation qu'elle ne contrôle pas véritablement, face à ses échecs, se reflète dans la recrudescence de la répression sur le MIR, la gauche et les travailleurs. C'est dans le cadre de cette hystérie répressive contre le MIR qu'ils ont arrêté et torturé des nouveaux-nés, des enfants, des vieillards, des femmes enceintes ; ils ont violé les femmes, persécuté, détenu et torturé des familles de prisonniers politiques, ils ont assassiné des camarades prisonniers comme il y a peu de temps Sergio Peres Molina, membre de la commission politique, et Lumi Videla, membre du comité central du MIR.

La dictature nazi-fasciste autochtone ne respecte aucune norme, aucune règle, dans la sanglante guerre d'extermination qu'elle livre contre les travailleurs, les révolutionnaires et le peuple du Chili (...).

7) La voie correcte aujourd'hui consiste à ne pas se laisser prendre aux mirages de la lutte inter-bourgeoise ni à ceux de sa fraction la plus démocratique, mais au contraire à développer la lutte indépendante du prolétariat et des masses tirant parti et accentuant cette lutte inter-bourgeoise, mais sans s'y subordonner. Il faut avancer vers la chute de la dictature par une méthode révolutionnaire fondée sur les initiatives des masses à la base et non sur les pressions, négociations et accords de sommet (...). C'est une erreur profonde que de croire qu'il est possible de vaincre la dictature et de rétablir la démocratie grâce à des luttes inter-bourgeoises ou à des actions des soi-disant fractions démocratiques de la bourgeoisie avec l'appui du prolétariat.

La bourgeoisie trahira le prolétariat, la dictature ne cédera pas le pouvoir sans lutte. L'objectif du prolétariat et du peuple ne doit pas être la recherche de la constitution d'un bloc social composé à la fois des travailleurs, des masses populaires et de la grande bourgeoisie. Cela signifierait se couper les mains, limiter ses possibilités de

lutte et aller à la défaite.

Le prolétariat doit constituer une puissante force sociale avec le sous-prolétariat et les paysans pauvres, les pauvres de la ville et de la campagne, les secteurs démocratiques de la petite-bourgeoisie ; le prolétariat doit conquérir l'hégémonie et la direction d'une telle force sociale. Pour cela, le prolétariat doit lutter pour le renversement de la dictature sur une base révolutionnaire, c'est à dire par des actions des masses à la base, à travers l'organisation des comités de résistance, proposant une plate-forme de lutte qui synthétise les revendications minimum des travailleurs aujourd'hui ainsi que dans la nouvelle situation qui se créerait après le renversement de la dictature. Le plus probable est qu'au cours de la lutte pour le renversement de la dictature, naisse un gouvernement provisoire intégré par tous ceux qui ont lutté de façon conséquente pour ce renversement. Dans un tel gouvernement, le prolétariat devrait être une force décisive, être à la direction. Ce gouvernement devrait réaliser un programme rétablissant et développant les libertés démocratiques, libérant tous les prisonniers politiques et jugeant les membres de la Junta militaire, tous les assassins et les bourreaux responsables de crimes contre le peuple. Il devrait rendre les terres aux paysans ; rendre les grandes entreprises au secteur de propriété sociale ; développer l'émergence de nouveaux et plus larges organes de pouvoir populaire ; changer le caractère des forces armées ; rétablir les relations diplomatiques avec les pays socialistes, etc.

8) Le prolétariat, le mouvement de masse ne seront pas conduits à une nouvelle impasse, à une nouvelle défaite, à condition qu'existe une avant-garde solide, ferme, combative, prolétarienne, capable d'impulser une orientation correcte en évitant de tomber dans les ornières des solutions démocratiques que peut offrir la bourgeoisie. C'est pourquoi il est nécessaire

de créer le parti révolutionnaire du peuple chilien. Le MIR est disposé à entreprendre cette tâche et à servir de noyau autour duquel un tel parti pourrait s'organiser. C'est pourquoi le MIR chilien se propose, en liaison avec le prolétariat d'avant-garde et dans le processus de la lutte, de construire le parti révolutionnaire du prolétariat chilien. C'est une tâche de la période actuelle qu'il faut entreprendre sans attendre de futures montées des luttes.

C'est pourquoi nous centrerons notre travail en direction des secteurs d'avant-garde du prolétariat pour les gagner, les recruter, les former, les incorporer à notre parti, construisant à travers ce processus le parti révolutionnaire des travailleurs chiliens qui doit gagner l'hégémonie au sein de la classe ouvrière chilienne.

Parallèlement, nous renforcerons notre lutte pour l'unité de la gauche, car, comme le disait notre camarade Miguel Enriquez, l'unité entre le PC, le PS, l'IC, le MAPU, le MAPU-OC, le PR et la petite-bourgeoisie démocratique du parti démocrate chrétien est un objectif fondamental pour parvenir à la chute de la dictature ; nous impulserons en même temps l'activité du mouvement de Résistance qui se développe chaque jour.

9) Au niveau international, notre parti renforcera la coordination et le travail commun avec l'ERP, le MLN-Tupamaros et l'ELN de Bolivie. Avec ces camarades, il luttera pour renforcer et accélérer le processus de coordination de la gauche révolutionnaire latino-américaine et mondiale.

La coordination et l'unification des révolutionnaires à l'échelle mondiale est une tâche fondamentale aujourd'hui pour impulser la lutte révolutionnaire.

10) Nous appelons nos militants et nos amis au Chili et à l'étranger à renforcer leur travail, à redoubler de sacrifices pour la cause révolutionnaire, à renforcer le parti pour que se développe la résistance active contre la dictature.

Nous appelons toutes les organisations et mouvements frères à redoubler la lutte dans leur propre pays, à fortifier et élargir la Junta de coordination révolutionnaire du Cône Sud, et à redoubler de solidarité avec le peuple chilien, avec l'ERP, le MLN, l'ELN et le MIR.

Nous appelons toute la gauche chilienne à ouvrir le chemin menant à l'unité des forces opposées à la dictature en vue de la constitution du front anti-gorille.

Nous appelons la petite-bourgeoisie démocratique qui se reconnaît dans le parti démocrate chrétien à s'incorporer à la lutte et au mouvement de Résistance.

Nous appelons les travailleurs d'avant-garde, les meilleurs cadres de la classe ouvrière et de la gauche chilienne à impulser la tâche historique de construction du parti révolutionnaire du prolétariat (...)

Commission Politique du MIR

**EL REBELDE**  
DANS LA CLAMPÉTTINTE

**Donnons un  
nouvel élan à la  
résistance  
ACTIVE !**

- POUR OBTENIR VOTRE COPIE
- EN VOUS ABONNANT
- EN VOTRE LIBRAIRIE
- EN VOTRE BOUTIQUE
- EN VOTRE CANTINE
- EN VOTRE CUISINE
- EN VOTRE SALON
- EN VOTRE CHAMBRE
- EN VOTRE BUREAU
- EN VOTRE GARAGE
- EN VOTRE VILLE
- EN VOTRE PAYS
- EN VOTRE MONDE

En vente à la Librairie Rouge.  
Prix : 2 francs



Krivan

## justice

Du 9 au 13 décembre, se tient le procès de Pierre Goldman devant la cour d'Assise de Paris.

Pierre Goldman a milité avec nous, au sein du secteur-lettres de l'Union des Etudiants Communistes de 1963 à sa dissolution (par le Bureau politique du PCF) en 1966. D'une famille de vieux militants communistes (son père, ancien des brigades internationales d'Espagne, était un cadre de la Résistance) Pierre Goldman, comme des milliers de jeunes communistes de sa génération, n'a pas reconnu dans la ligne timorée des Marchais et consorts, son aspiration à « changer la vie ». Avec nous, il a entrepris une critique radicale du stalinisme, sans rejoindre toutefois le combat de la IV<sup>e</sup> Internationale. Militant de la nouvelle extrême-gauche, Pierre Goldman était déchiré par l'opposition des deux courants issus de la crise de l'UEC : le courant trotskyste, incarné par la Jeunesse Communiste Révolutionnaire (JCR), courant avec lequel il avait travaillé jusqu'alors et dont il partageait bien des analyses ; et le courant maoïste, représenté par l'Union des Jeunes Communistes Marxistes-léninistes (UJCM), dont les prétentions théoriques et le dynamisme exerçaient alors une réelle fascination. Désorienté, ne se résolvant pas à trancher, Pierre Goldman choisit l'éloignement : il partit en Amérique Latine, suivre l'exemple du Che... A son retour en 1969, il commet trois « braquages » à main armée : contre

une pharmacie le 4 décembre, aux établissements « Voz et Métallurgiques » le 20 décembre, contre un payeur des Allocations familiales le 16 janvier 70. Le 8 avril 70, il est arrêté sur dénonciation et inculpé, sans la moindre preuve, pour le meurtre de deux pharmaciennes, Boulevard Richard Lenoir, le 19 décembre 1969. Depuis cinq ans, il ne cesse d'affirmer son innocence. Pour étayer ce qu'elle avance, l'accusation ne s'appuie que sur les déclarations de témoins qui, après avoir décrit le meurtrier comme un « homme de couleur », l'ont reconnu formellement dans Pierre Goldman, né de parents juifs polonais ! Le procureur de la République devra réfuter l'alibi de l'accusé. Il devra expliquer comment celui-ci a pu calmement réaliser un hold-up dans le 18<sup>e</sup>, le lendemain de la tuerie de Richard Lenoir, opérée dans l'affolement et devant de nombreux témoins.

Pierre Goldman ne s'est pas laissé broyer par cinq années de prison, il a mis à profit cette période pour accroître sa culture et sa formation. Il prépare un doctorat en philosophie et en Espagnol. Son comportement sans concession lui vaut un grand prestige auprès des détenus de Fresnes. Ce comportement, rien ne l'illustre mieux que son système de défense (voir la déclaration ci-dessous)

« J'ai décidé de ne faire citer aucun témoin pour ma défense. D'une part, je

considère que ma totale innocence est évidente pour qui considère cette affaire en profondeur. En conséquence, je compte me présenter avec cette seule innocence, sans aucun des moyens utilisés traditionnellement dans ce genre de procès et qui en augmentent la pompe, l'aspect théâtral, toutes choses qui me répugnent.

D'autre part, eh ce qui concerne ma moralité, il n'est pas moins évident qu'au regard de la loi et de la morale sociale, j'en suis quelque peu dépourvu puisque j'ai commis trois vols à main armée. Il serait donc dérisoire que telle ou telle personne, fût-elle prestigieuse et hautement honorable, vint déclarer à la Cour que j'étais un homme submergé de qualités morales. A ce sujet, je ne peux opposer à mon passé que le présent, ce que j'étais pendant ma détention, les diplômes que j'ai obtenus en prison. En outre, il n'est pas question que j'utilise, ne serait-ce que de façon minime, des témoignages de moralité pour étayer mon innocence dans l'affaire Lenoir.

Je suis innocent parce que je suis innocent. Et non parce que diverses personnes viendraient souligner tel ou tel trait de mon caractère, de mon comportement, etc.

Il est d'ailleurs notoire que nombre d'assassins redoutables étaient des hommes par ailleurs très gentils, apparemment d'excellente moralité et de nature paisible.

En bref, je tiens à ce que l'affaire soit jugée sur le fond et j'entend contribuer dans la mesure de mes possibilités à dépouiller ce procès de tout artifice qui en voilerait l'essentiel.

## LE PROCES DE PIERRE GOLDMAN

### lycées

## QUAND L'UNCAL CODIFIE LA LIBERTE SURVEILLEE

« Le désordre existe dans l'enseignement, il faut y mettre fin ». Non, ce n'est pas un fervent partisan de l'ordre moral qui parle ; cette phrase est tout simplement extraite de la présentation du « Projet de statut du lycéen » diffusé actuellement par l'UNCAL organisation lycéenne du PCF, dans les lycées parisiens. Elle donne le ton : responsable, « adulte » et respectueux.

Mars 73 et mars 74, Debré, la réforme Fontanet et la loi Royer : l'antimilitarisme et le refus des réformes bourgeoises de l'école ; les contre-cours et les grèves gérées démocratiquement par les lycéens eux-mêmes ; à lire ce statut et la présentation qui le précède, rien de tout cela n'a existé. A côté de l'expérience acquise, dans la lutte et sous l'impulsion des révolutionnaires, par la jeunesse lycéenne, ce texte fait piètre figure.

Un maître mot : participation, c'est-à-dire la coopération des lycéens à la gestion de l'école des patrons, par nature instrument de sélection sociale et d'embrigadement. L'UNCAL saisit ainsi au vol une perche tendue par Giscard et son ministre Haby : l'organisation de l'intégration de la jeunesse lycéenne, de sa neutralisation sous les effets d'une participation modernisée, sa soumission à un pastiche de la démocratie bourgeoise. La présentation du statut le dit clairement : « (la participation) c'est la condition du progrès. C'est l'intérêt des élèves, de leurs parents, professeurs, c'est aussi l'intérêt des administrateurs ». Aussi la principale proposition concrète du « projet de statut » est-elle l'extension des pouvoirs du conseil d'administration et l'accroissement de la représentation lycéenne au C.A. (« environ 1/3 » dit timidement le texte).

Participer un peu, c'est capituler beaucoup et le « projet de statut » l'illustre :

— Il cautionne les conseils de discipline, en précisant seulement qu'eux seuls peuvent prononcer des sanctions et qu'ils comprennent « des représentants » (minoritaires !) des élèves. Au contraire parce que nous savons que l'administration sélectionne par les vidages, nous refusons de lui servir de caution et de faire les frais de cette politique !

— Il prône des « droits spécifiques » pour les élèves majeurs : car ces chers petits, eux, sont « adultes » et donc plus « responsables ». D'ailleurs l'UNCAL ne refuse pas les « commissions académiques » de Haby sur les conséquences de la majorité à 18 ans, simplement, elle déplore le tirage au sort des représen-

tants des élèves. Au contraire, parce que nous savons que dans cette société capitaliste si l'on peut voter à 18 ans, l'on peut aussi se faire exploiter à 16 ans et, maintenant avec la loi Royer, dès 14 ans, nous refusons l'idée d'une liberté supérieure pour les élèves majeurs, nous travaillons à rendre plus aigue la contradiction entre l'abaissement de l'âge de la majorité et l'institution scolaire répressive ; nous luttons pour que les droits légaux d'expression et d'organisation des lycéens majeurs soient ceux de tous les lycéens.

— Enfin, il ne précise pas comment concrètement les lycéens pourront imposer ces droits : on ne tolérera pas les discriminations de race ou de sexe ; comment quand la société à l'entour diffuse une idéologie raciste et garantit l'oppression des femmes ? Le droit d'expression sera « reconnu », le droit d'organisation « respecté » : cela signifie-t-il le droit de réunion, le droit de diffusion dans l'enceinte des établissements ? L'administration sera-t-elle obligée de permettre financièrement l'exercice de ces droits (ronéo, papier, à la disposition des élèves) ? Et pourquoi la convocation d'assemblées générales autorisée seulement « dans les cas exceptionnels » (1) doit-elle se faire par l'intermédiaire du conseil des délégués de classe ? Ces affirmations platoniques suivies de cette nette restriction à la liberté d'expression n'illustrent-elles pas la vraie nature de ce statut : un simple ravalement de façade de l'institution scolaire ?

### DERNIERE MINUTE JUSSIEU

Après 15 jours de préparation s'est tenu un meeting de la cellule FCR et des comités rouges de Jussieu, avec un postier du FCR et Alain Krivine.

Ce meeting a réuni près de 500 personnes dans un amphithéâtre archibourré.

Après un débat avec les diverses composantes d'extrême-gauche, sur la question des comités d'action avec Révolution !, sur la formule de gouvernement avec l'OCI et l'AMR, Alain Krivine conclut sur les tâches des révolutionnaires dans la situation politique actuelle.

Ce meeting est le plus gros qui ait eu lieu sur la faculté depuis 68.



Fotothé

## EN VENTE A LA LIBRAIRIE ROUGE

Mini-cassettes pour la formation théorique :

— Jacques Vallier : Le Mode de Production Capitaliste (réédition)

— Jacques Vallier : Les Lois de Fonctionnement de l'Economie Capitaliste (réédition)

— Jacques Vallier : L'Impérialisme (réédition)

Les cassettes sur la théorie marxiste de l'Etat (J. Hallouze), les classes sociales (Daniel Bensaid) et la formation de la conscience de classe (Henri Weber) seront disponibles début janvier.

Les cassettes sont livrées avec fiches

techniques (bibliographie sélective, plan détaillé, questions de contrôle).

Les trois premières sont vendues 34 F pièce. Les suivantes, couvrant tout le cycle de formation, seront vendues 16 F pièce, si les commandes sont suffisantes.

Les cercles et les camarades intéressés par un cycle complet sont priés de le faire savoir en passant commande à la Librairie Rouge. Le prix unitaire définitif de la cassette est déterminé par le nombre d'exemplaires tirés. En comptabilisant l'ensemble des commandes, nous éviterons les frais de réédition.





# L'ORGANISATION « RÉVOLUTION » ET LA LUTTE DES FEMMES EN LUTTE ET LUTTES FEMINISTES DES FEMMES



Samedi 30 novembre se sont réunis les groupes de femmes appartenant au courant « Femmes en Lutte » ; ce courant s'est constitué en mars 1974 à la suite d'une réunion de femmes ouvrières et employées, appelées par l'organisation « Révolution ». Disons tout d'abord que l'on ne peut que se féliciter de l'existence de groupes femmes d'entreprises et de leur coordination. L'hebdomadaire « Révolution » rend compte de la dernière réunion dans son numéro du 6 décembre. L'article est très révélateur, jusque dans ses silences, de l'intervention actuelle de « Révolution » sur la construction du mouvement des femmes.

## DES GROUPES D'ENTREPRISE AU STATUT AMBIGU

Quelques citations :

« Les femmes en Lutte ne regroupent pour le moment que les femmes ouvrières et employées ».

« Souvent se construit un groupe de femmes autonome par rapport aux syndicats, ou quand existe une commission femmes syndicale, on peut élargir aux femmes des autres syndicats et aux non-syndiquées afin de lutter contre la division des femmes travailleuses. »

Derrière cette phraséologie confuse se dissimule une ligne bien précise sur le travail femmes.

Lorsque, au début de l'année dernière, des groupes femmes regroupés sur les quartiers parisiens, en rupture depuis deux ans avec l'ancien MLF, ont décidé de se structurer plus solidement dans la perspective de construction d'un mouvement de femmes sur des bases lutte de classe, les camarades de « Révolution » ont expliqué leurs positions. Pour elles, la tâche prioritaire et unique de l'heure était la constitution de groupes d'entreprises : Les femmes réunies dans les groupes de quartier devaient se donner comme objectif d'aller aux portes des boîtes intervenir sur les problèmes des femmes travailleuses.

Certes, la construction de groupes de femmes d'entreprises est une condition décisive de la construction du mouvement des femmes. Nombre de groupes se sont d'ailleurs constitués. A Motorola à Toulouse, à l'EDF en province et à Paris, dans les banques, les hôpitaux, les ministères, à la CAF, ... Mais il est absurde de réduire le mouvement des femmes à la coordination de groupes d'entreprises, alors que l'oppression des femmes touche aussi les lycéennes, les étudiantes, les ménagères et que des groupes femmes peuvent être créés dans les lycées, les facultés et les quartiers.

Mais le propos des camarades de « Révolution » est-il bien de construire un mouvement autonome de femmes

sur des bases anti-capitalistes ?

Les groupes femmes d'entreprise peuvent rassembler des travailleuses syndiquées comme non syndiquées, des femmes dont la venue au groupe peut être la première prise de conscience, partielle, de leur oppression. C'est là où les femmes, entre elles, vont le plus loin dans l'élucidation de tous les aspects de leur oppression et de leur exploitation. C'est là où celles d'entre elles qui sont syndiquées puisent la force de poser ensuite dans leur syndicat la nécessité de lutter contre la double exploitation des femmes travailleuses et les conséquences de leur oppression.

Le rôle d'une commission syndicale

ne doit pas être de se limiter à la présentation de certaines revendications liées à l'exploitation spécifique des femmes dans l'entreprise, mais de faire prendre conscience à l'ensemble des syndiqués que les femmes travailleuses ne subissent pas seulement l'exploitation patronale mais aussi l'oppression masculine et de faire reprendre cette double lutte par l'ensemble du mouvement ouvrier.

« Le problème de la permanence des comités se pose : soit qu'ils se trouvent pour un moment sans perspectives de lutte sur la boîte et s'enlisent dans des débats idéologiques (sic), soit qu'ils se trouvent dilués dans une lutte de l'ensemble des travailleurs sans être capables d'y faire des propositions. »

Ce passage de l'article de « Révolution » permet d'éclairer l'orientation défendue. Les « débats idéologiques dans lesquels le groupe s'enlise », ce sont les discussions des femmes sur la manière dont elles vivent personnellement leur oppression ; ce sont les récits de leur vie de couple, leur problème face à la sexualité, leurs difficultés avec leurs enfants ; c'est l'expression de leur peur et de leur révolte devant les agressions dont elles sont victimes dans la rue. Peu à peu, se

forme, dans les groupes, une conscience féministe qui, partie du sentiment d'être opprimée dans cette société, s'enrichit de la possibilité de lutter aujourd'hui contre cette oppression. C'est cette dimension qui n'apparaît pas dans l'article de « Révolution », qui est même rejetée avec mépris (l'enlèvement). Et pourtant, camarades de « Révolution », pensez-vous vraiment que l'oppression des femmes travailleuses se réduit à l'exploitation dont elles sont victimes dans l'entreprise ? Est-ce que cette société, ce n'est pas aussi la mutilation de leur sexualité (il y a des modes de vie qui tuent jusqu'au désir ; il y a la chaîne et les cadences qui détruisent le corps), l'existence de rapports affectifs sans chaleur parce qu'on n'a pas le temps, parce que les relations hommes/femmes sont conçues sur le mode de la domination/soumission ?

Dire cela, dire aussi que pour opprimer les femmes, le système utilise les hommes, même ceux de la classe ouvrière, c'est du féminisme. Eh bien oui. Et c'est du féminisme aussi que de dire qu'il faut se battre aussi sur ces thèmes-là, aussi et surtout dans la classe ouvrière.

Et il est temps de comprendre que ce féminisme, qui s'appuie sur la lutte contre tous les aspects de l'oppression des femmes utilisés par le système, renforce et enrichit la lutte des classes, lui apporte une dimension nouvelle.

L'aboutissement de l'orientation de « Révolution » est effectivement la constatation, dans le paragraphe cité, de la dilution dans les luttes. Si le syndicat reprend les revendications du groupe femmes sur l'exploitation spécifique subie par les travailleuses, le groupe femmes n'a plus rien à dire ! Par contre, le groupe femmes, dans une lutte, s'il a intégré la dimension féministe de son combat, peut non pas diriger la lutte à la place du syndicat, mais apporter le point de vue des femmes : poser le problème de l'intégration des femmes à la lutte, etc., et avancer les revendications des femmes de l'entreprise si le syndicat ne le fait pas.

## LA NECESSITE D'UN DEBAT

Un mouvement autonome de femmes sur des bases anti-capitalistes est en train de se construire ; il est naturel qu'il existe des positions divergentes sur ce problème mais il est naturel aussi d'en débattre.

Pourquoi les groupes « femmes en lutte » ne viennent-ils pas aux assemblées générales des Pétroleuses et le Cercle E. Dimitrieff ?

Le mouvement des femmes ne se construira pas comme une addition de sectarismes d'organisations politiques.

FREDERIQUE



# CONSTRUIRE UNE SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE UNIFIÉE

Ceux qui s'intéressent à notre débat, comme Tribune Socialiste (n° 637) ne manquent pas de souligner les éléments qui les satisfont.

Aussi notre tendance a-t-elle mauvaise cote : elle se voit reprocher son intransigeance vis-à-vis de l'Union de la Gauche, sa volonté systématique d'organiser la défiance vis-à-vis des directions social-démocrates et staliniennes, sa lutte prioritaire pour qu'émerge un front unique de la classe ouvrière par opposition à la politique active de collaboration de classes des directions réformistes. **C'est vrai.** Nous ne voyons pas la perspective de front unique ouvrier dans un vague « front unique anti-capitaliste » comme le propose le PSU. Et nous sommes en total désaccord avec les thèses soumises par la section PSU de Besançon et Charles Piaget, selon lesquelles « Le PSU entend se situer clairement dans la stratégie d'Union populaire » (cf. P.H. du 7 au 13 novembre). Nous entendons, pour parvenir à la création d'un front unique, agir en pratique (et non par de simples déclarations verbales) sur tous les terrains, « dans » et « hors » de l'entreprise. Agir en pratique, cela veut dire constituer un rapport de forces au travers de telle ou telle lutte ouvrière, à l'occasion de telle ou telle mobilisation anti-impérialiste (la vocation unitaire des comités Chili) ou anti-militariste (la fusion des différents mouvements anti-militaristes et leur unité d'action systématique avec le mouvement ouvrier traditionnel) ; à l'occasion des luttes de la jeunesse (par la création de structures unitaires d'auto-organisation du mouvement lycéen, collégien et étudiant). Cela veut dire encore participer à la création et à l'animation de structures de masse autonomes à vocation unitaire, sur la base

de plate-formes soigneusement élaborées pour répondre aux exigences objectives du mouvement des masses et élever leur niveau de conscience dans l'action. Cela se traduit au niveau des syndicats par l'effort pour la création d'une tendance intersyndicale (pour la fusion syndicale), sur une plate-forme de lutte de classe, susceptible de regrouper l'avant-garde ouvrière, des travailleurs avancés, une partie des travailleurs combattifs. Une telle tendance ne serait ni auto-proclamée, ni manipulée comme étant la « propriété » de l'un des courants politiques révolutionnaires militant en son sein. Une telle tendance ne serait en rien un « club restreint de l'extrême-gauche syndicale », ou un « front des révolutionnaires sectaire et fourre-tout » : elle ne naîtra que de la croissance numérique et politique de l'avant-garde ouvrière et dans la mesure où les marxistes-révolutionnaires sauront pédagogiquement avancer les mots d'ordre adéquats, gagner la confiance des travailleurs avancés, se lier aux luttes, et montrer inlassablement la voie du travail en direction des larges masses. Pour qu'une telle tendance pointe au jour, il est clair qu'il faut une conjugaison des forces qui ont des références historiques et théoriques diverses mais qui s'accordent dans un cadre de travail commun (non pas pour une concurrence de chapelles, mais pour se tourner vers l'extérieur et tendre avant tout à créer un rapport de forces face aux bureaucraties). L'axe de notre travail se situe essentiellement dans les entreprises, dans la perspective de conquérir des positions dans le mouvement ouvrier ; tout ce qui constitue notre travail « hors » des entreprises devant être guidé par une « ligne ouvrière », traduite dans chaque secteur, servant ces objectifs.

Une politique systématique d'unité d'action ne vaut que dans la mesure où ses promoteurs marxistes-révolutionnaires manifestent en permanence, de façon autonome, leur point de vue. Avant, pendant, après une lutte, au sein ou au dehors d'une organisation de masse, les marxistes-révolutionnaires doivent toujours s'exprimer de façon indépendante, que ce soit par leur presse, par leurs feuilles d'entreprises (les feuilles « taupe Rouge » sont les feuilles du FCR et non pas une « troisième force » entre le noyau marxiste révolutionnaire et le syndicat) par leurs propagandistes militants. Les marxistes-révolutionnaires ne cessent pas de faire une propagande sur leurs mots d'ordre — même pendant une grève. Ils ne dissimulent pas leur drapeau, ils ne renoncent pas sous les pressions réformistes et centristes, à se faire entendre totalement, tout en s'investissant hardiment dans les cadres unitaires de lutte.

Si c'est ce que nous venons de décrire que « Tribune socialiste » dénonce comme « la tactique traditionnelle de l'extrême-gauche trotskyste », alors oui, c'est bien cela que nous voulons ! Notre FCR est en effet la Section française de la Quatrième Internationale et nous pensons que remettre en cause ce que T.S. appelle « la conception trotskyste du parti » ce ferait nocela, se vouer à l'impuissance !

La « conception trotskyste du parti », ce n'est pas celle d'une petite secte qui se cantonnerait à militer dans les cercles restreints de l'avant-garde la plus large et la plus politisée. Certes, nous pensons que l'énergie militante accumulée au sein du FCR est une force essentielle ; il nous faut encore mieux la centraliser, mieux la rendre efficace (construire une organisation d'acier) afin de prouver la supériorité pratique d'un système

organisationnel basé sur les principes du léninisme. Mais cela ne veut dire ni triomphalisme, ni suffisance : nous connaissons trop bien nos tarés passés : nous voulons simplement, concrètement, contribuer à la création de véritables cadres autonomes unitaires, d'action et de masse — et non pas des appendices, sous une forme ou sous une autre, reliés au FCR. On a le parti qu'on mérite : selon le travail de masse qu'on fait. Nous sommes pour proposer au PSU et à toute autre force de gauche et d'extrême-gauche, l'unité d'action permanente sur des points précis (pourquoi ne pas conjuguer nos efforts dans les syndicats ? pourquoi ne pas travailler à la fusion des organisations anti-militaristes dans lesquelles nous militons ? pourquoi ne pas définir une politique commune pour animer des comités de lutte lycéens, étudiants, des structures à caractère pré-syndical dans les CET ? pourquoi se développent des organisations différentes du mouvement autonome des femmes ? les révolutionnaires ne peuvent-ils mener une unité d'action plus systématique indissociable de l'unité avec le mouvement ouvrier traditionnel ?). Mais autant nous sommes pour une telle orientation qui changerait profondément les données de l'action de masse des révolutionnaires, autant nous ne cesserons de raffermir et renforcer parallèlement le cadre organisationnel strict et rigoureux du FCR ! Dépassons le cadre restreint des cercles de l'avant-garde, pour aller aux masses ! Nous ne ferons une croix ni sur les acquis de la Quatrième Internationale, ni sur son unité, ni sur ses traditions, pour courir après l'ombre de raccourcis de substituts à la construction d'un parti mondial de la révolution !

Tendance 1

## tendance 3

## NOS DIVERGENCES AVEC LES AUTRES TENDANCES

Au travers d'un débat plus démocratique que n'en a jamais connu aucune autre organisation du mouvement ouvrier, notre courant aura considérablement progressé et cela justifie les mesures adoptées pour le mener, même si, en s'en emparant, certaines organisations étrangères à notre courant ont tenté de le défigurer et d'y voir l'expression d'une crise grave alors qu'il s'agissait au contraire d'une manifestation de force et de maturité dont nos critiques sont bien incapables. Certes, certains d'entre nous n'ont pas résisté aux caractérisations majorées, voire injurieuses. C'est le seul exemple de la tradition communiste que nous pensons qu'il faut rejeter. Notre tendance, quant à elle, s'y est refusée. Il est possible de marquer les divergences sans recourir à de tels procédés polémiques douteux. Disons-le d'emblée : nous sommes persuadés que tous les courants qui existent actuellement au sein de la IV<sup>ème</sup> Internationale y ont leur place et peuvent ensemble contribuer à sa construction dans un débat loyal et une confrontation des expériences dans le respect des règles du centralisme démocratique.

### DIVERGENCES AVEC LA TENDANCE 4

La naissance de la Tendance 4 est pour nous le fruit des insuffisances théoriques de la direction que nous avons, pour notre part, dénoncés nous-mêmes (et avant la Tendance 4 particulièrement dans l'application du programme de transition.

Mais cette tendance a deux faiblesses qui la rendent incapable de contribuer à la réorientation et au redressement de l'organisation.

La première est son « talmudisme » : ses textes théoriques sont le plus court chemin d'une citation à une autre ; le marxisme, le léninisme et le trotskysme s'arrêtent pour elle à la lettre des écrits de leurs auteurs.

De ce fait, cette tendance manque les problèmes nouveaux. Tout se passe comme si elle n'en avait même aucune conscience. Un seul exemple : la notion d'avant-garde large est née parce qu'elle ne « colle » pas avec celle de l'avant-garde existant dans les années 20. C'est un fait que nous ne sommes pas dans la même période !

Sa seconde faiblesse est pire. La Tendance 4, qui ne propose aucune véritable orientation concrète, est patronnée par la minorité internationale de la IV<sup>ème</sup> Internationale. Et celle-ci se distingue par nombre de grosses fautes opportunistes. La Tendance 4, si sévère à l'égard des fautes du courant en France, ne se délimite en rien de celles beaucoup plus graves des sections ou formations sympathisantes de la minorité. Or, cette aile droite de notre organisation internationale se couvre, elle aussi du manque de rigueur idéologique formelle. La Tendance 4 est donc malvenue de lancer des qualificatifs droitières de type « menchévik » envers qui que ce soit.

### DIVERGENCES AVEC LA TENDANCE 1

La naissance de la Tendance 1 a été, elle, provoquée par des insuffisances inverses de celles qui donnent naissance à la Tendance 4 : insuffisances dans le travail de masse, bavures « gauchistes » et suffisance sectaire. Mais elle verse dans le fossé opposé au lieu de remettre la voiture sur la route. Elle tend à arrondir les angles de nos positions dans les organisations de masse par l'opportunisme programmatique avec le but d'entraîner directement les masses en sautant par-dessus l'avant-garde hétérogène, produit du décalage entre notre propre développement et la suprématie des organisations réformistes. Ce faisant, la Tendance 1 prend du large par rapport aux thèses du XI<sup>ème</sup> Congrès mondial de la IV<sup>ème</sup> Internationale sur l'avant-garde large et se place en équilibre instable entre minorité et majorité internationales. Il est certain qu'elle devra choisir, car il y a peu de place entre les deux analyses et les deux lignes.

### DIVERGENCES AVEC LA TENDANCE 2

La Tendance 2, malgré quelques réajustements de ses positions de départ, n'est pas sortie de son empirisme. Sur les questions fondamentales, elle reste oscillante et incertaine. Son analyse de la formation sociale demeure hésitante. Elle majore le poids au sein de ce que la sociologie bourgeoise et stalinienne appelle les I.T.C. des cadres de surveillance et de commandement, et en défuit la nécessité d'alliances de classes dont on peut se demander quels seraient les porteurs organisationnels. Elle remplace son ancienne théorie des couches moyennes productrices d'ultra-gauchisme et de centrisme par celle d'un « étapisme » de la conscience de classe mécanique, et qui nie la réalité, elle montre, d'une part, que certaines

couches, nouvellement prolétarisées, sautent par-dessus la conscience réformiste jusqu'à des états de conscience radicales (quoi qu'encore mystifiées), et d'autre part, qu'il n'y a pas de constance des traditions révolutionnaires au sein du prolétariat productif, mais qu'au contraire la tradition, portée par les organisations, peut dégénérer avec elles. Enfin, elle établit un rapport de passivité avec le constat que nous faisons de possibilités objectives et la stratégie de construction du parti que nous proposons, ce qui est... un refus d'entendre ce que nous disons et qui peut se comparer, comme au billard, à attendre la boule la plus mal placée au moyen de la trajectoire la mieux placée.

Au nom d'un tournant prolétarien, la Tendance 2 se révèle en fait conservatrice et de deux manières : 1) sa pesanteur théorique-politique la voue à la perpétuation de l'empirisme ne se corrigeant, au choc des événements, que par réajustements progressifs ; 2) les moyens et les méthodes qu'elle propose continuent la pratique purement volontariste avec sa conséquence : l'activisme.

### CE QUI NOUS DISTINGUE

Outre la démonstration que le pronostic de Marx le plus contesté, celui du phénomène de prolétarianisation, s'est réalisé et achève de se réaliser sous nos yeux (ce qui est une réfutation des révisionnistes anciens et modernes, de Bernstein à Mallet-Martin et... Poulantzas), nous nous distinguons par le fait que nous expliquons les caractères de la situation politique et sociale par ces mutations (en bref tous les phénomènes mis sous le signe de 1968 sur le fond de la crise conjointe de l'impérialisme et du stalinisme, et, en particulier, celui du surgissement d'une nouvelle avant-garde large) et que c'est sur ces bases que nous tirons une stratégie de construction du parti que nous croyons la seule capable de nous permettre d'édifier, dans les délais relativement brefs qui nous séparent d'une crise révolutionnaire, une organisation ouvrière (par sa composition sociale) et communiste (par sa rigueur théorique, programmatique et organisationnelle), prenant appui sur un démultiplicateur dans la jeunesse : l'organisation communiste de la jeunesse, et développant un travail communiste de masse dans le mouvement des femmes, œuvrant à la construction d'une puissante tendance « lutte de classe » dans les syndicats, et capable enfin de faire surgir — sur la base de multiples expériences d'auto-organisation des travailleurs — des comités de masse dans les usines, les localités, les casernes, quand sonnera l'heure de l'affrontement décisif, qui doit être l'heure de la IV<sup>ème</sup> Internationale.

Tendance 3

## PASSEZ VOS COMMANDES :

N'oubliez pas, pour les fêtes de fin d'années :

Librairie ROUGE  
10, impasse Guéméné

20 % de réduction sur tous les livres (chansons révolutionnaires, Léo Ferré  
20 % de réduction sur tous les livres (politique, littérature, pédagogie, poésie, psychanalyse...)

les disques (chansons révolutionnaires, Léo Ferré, Béranger, jazz, etc.)

Et surtout offrez, faites offrir la

BANDE DESSINÉE  
« Les hors la loi de Palente »

10 Francs, joindre 3 F pour frais d'envoi.

tendance 2

# AU-DELA DU CONGRES

Pour le capital, Mai 68 n'aura été qu'un coup de semonce. Depuis, la société se détraque inextricablement, les certitudes idéologiques chavirent. Autour de la bourgeoisie d'un côté, du prolétariat de l'autre, les forces s'assemblent dans une grande veillée d'armes.

Giaccard, nous l'avons affirmé tout au long du débat, s'avère déjà incapable de stabiliser un nouveau mode de domination de la bourgeoisie. De leur côté, les partis réformistes, qui incarnent pour la majorité des travailleurs une solution politique concrète, ne veulent à aucun prix être portés au gouvernement sur la base de mobilisations extra-parlementaires; leur capitulation et leur dérobade durant dernières grèves l'ont bien illustré.

Cette nouvelle situation appelle des réponses nouvelles. Le courage, l'enthousiasme, la générosité ne suffisent pas. De multiples dangers guettent l'extrême-gauche, peu préparée à aborder les tâches de l'heure: repli dogmatique, sectaire et droitier, dérive opportuniste. Le danger est grand de voir certains groupes fléchir dans la bataille contre le réformisme et, faute de pouvoir offrir une alternative d'ensemble, se replier sur la gestion économique des luttes, au jour le jour. Il est normal et nécessaire que nous-mêmes, dans ce contexte, tirions nos bilans. Il est sain et fructueux que ces bilans soient l'occasion d'un large débat de tendances, débouchant sur une ligne plus ferme, des perspectives plus solides. Il est important, dans une situation qui pose des problèmes complexes, que nous

puissions les résoudre par une confrontation ouverte et non par un renforcement organisationnel.

C'est pourquoi, malgré ses formules motiveresses, ses allusions, ses maladrotes et son volume, nous espérons que la préparation de notre congrès aura valeur d'exemple et de preuve au sein de l'extrême-gauche en faveur de la construction d'un parti démocratiquement centralisé.

Nous abordons une étape nouvelle de notre histoire, avec des forces mieux trempées, des racines plus profondes, et les acquis théoriques du mouvement trotskyste international, qui nous ont permis de comprendre les changements de situation et d'y faire face, où beaucoup d'autres ont fait naufrage. Pourtant, nous avons encore de grandes faiblesses. Si les dernières grèves ont témoigné des progrès de notre implantation dans la classe ouvrière, ces progrès restent par trop insuffisants; pour embrayer sur les processus politiques en cours, pour mordre sur le concret et donner une réplique plus efficace aux réformistes, il faudra sans cesse être davantage présents au cœur de la bataille, dans les entreprises; sans quoi, c'est l'ensemble de l'organisation qui se sent inefficace et se démoralise.

D'autre part, les camarades responsables et la masse des militants appartiennent dans leur écrasante majorité à la génération de mai. Ils se sont formés, sur le tas, et à la hâte, dans des années d'activité échevelée. Il nous faut réarmer politiquement l'organisation, ouvrir des écoles politiques centrales, des écoles ouvrières, sans quoi nous serons portés comme un bouchon sur l'eau au lieu d'anticiper les événements, de les prévoir pour mieux y répondre.

Le débat d'orientation fondamentale que nous menons comporte évidemment des risques de crispation, d'exagération et de systématisation artificielle des divergences. Pourtant, l'amateurisme, le jeu oratoire ne sont plus de mise. Les enjeux sont trop profonds; ils réclament patience, sérénité, détermination.

D'autant que la portée de notre débat dépasse de beaucoup les frontières organisationnelles du FCR. D'abord parce que les questions que nous nous posons sont, dans nos conditions nationales spécifiques, celle de l'avant-garde révolutionnaire européenne dans son ensemble. Ensuite, parce que, de la justesse des réponses et de la démarche, dépend partiellement le sort de l'extrême-gauche française.

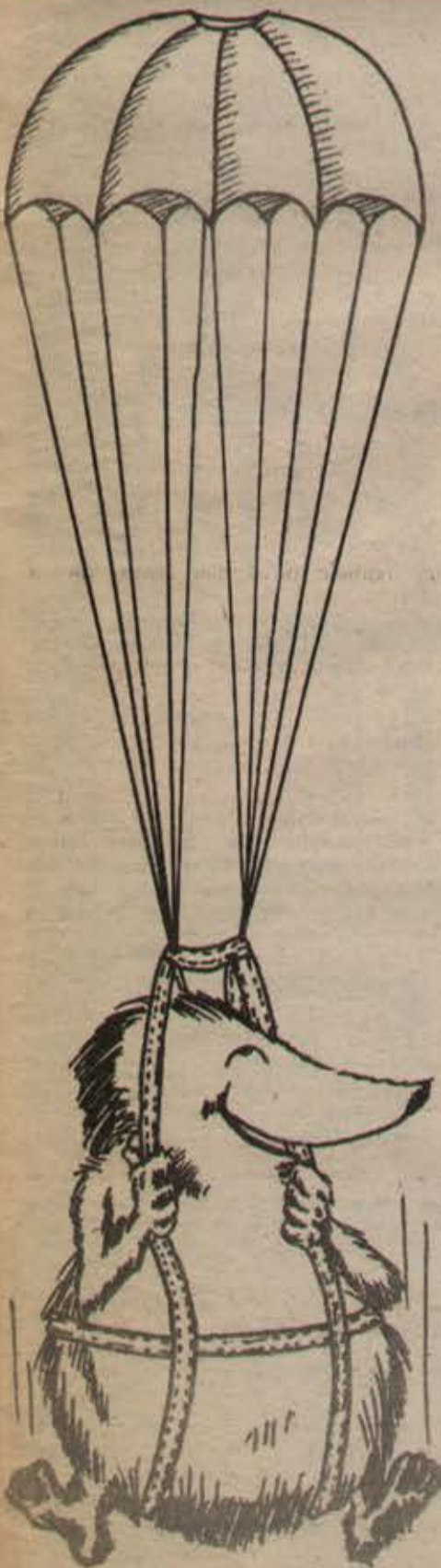
En effet, la perspective réformiste incarnée par l'Union de la Gauche pèse de tout son poids sur l'extrême-gauche. Certains militants rejoignent le PS, d'autres le PC. Nombreux sont ceux qui hésitent et oscillent entre la défiance confuse envers le réformisme respon-

sable de la tragédie chilienne, et le soutien critique à l'Union de la Gauche, sous prétexte de réalisme. La majorité du PSU a refusé de rallier le PS, ce qui constitue un coup de frein sur cette pente savonneuse. Dans la CFDT, dans la CGT, au sein même du PS et du PC, il y a des militants qui gardent un œil sceptique sur l'extrême-gauche, attendant de voir si elle sera capable de franchir le pas, d'apporter les réponses attendues, sans céder d'un pouce au réformisme et sans pour autant se carapacer dans un sectarisme stérile.

C'est pourquoi, à partir de notre congrès, nous pensons que le débat au sein de l'extrême-gauche est à l'ordre du jour. Sur les questions fondamentales, la stratégie révolutionnaire, la destruction de l'Etat bourgeois, le travail anti-militariste, l'autogestion socialiste et le contrôle ouvrier, le parti révolutionnaire et l'internationale à construire.

Ces débats n'ont rien d'académique. Ils répondent aux préoccupations et aux besoins de l'heure. Ils doivent démontrer nos capacités à ouvrir des perspectives concrètes. Ils doivent ouvrir la voie, au-delà des accords et des alliances tactiques, à des regroupements organisationnels, sur des bases programmatiques claires.

C'est par là que passe la construction d'une force révolutionnaire résolue à ne pas demeurer la mauvaise conscience impuissante du réformisme, à jouer pleinement son rôle d'avant-garde dans la lutte pour le socialisme.



## COMMUNIQUE DU BP PROVISOIRE DU F.C.R.

Dans un des articles de Tribune Socialiste consacré au 1er congrès du FCR, les camarades du PSU caractérisent la tendance IV comme une tendance regroupant vraisemblablement des membres de l'OCI infiltrés dans le FCR. Le BP regrette que le PSU qui, par ailleurs engage un débat politique intéressant sur

les positions des autres tendances évite le débat avec la tendance IV en avançant des considérations sans preuves. L'ensemble des quatre tendances débattent pour construire le FCR et lui seul, indépendamment d'autres organisations d'extrême-gauche.

tendance 4

## LA SEULE VOIE

« La lucidité de la tendance 2 quant à l'impasse dans laquelle se trouve le FCR n'empêche que sa réponse reste inadéquate et le restera tant que le problème fondamental des rapports entre l'organisation et la classe n'aura pas été revue et corrigé par les héritiers du courant trotskyste... Ne pas tenir compte de ce fait c'est à dire ne pas remettre en question la conception trotskyste du parti, c'est se vouer à l'impuissance. C'est rendre inaccessible le but que fixe la tendance 2: regrouper cette « avant-garde large de la classe ouvrière ».

Tribune socialiste  
6 décembre 1974

Dans la période politique ouverte par la crise de l'Etat fort et l'apparition de la coalition de collaboration de classe qu'est l'Union de la gauche, l'avant-garde communiste se trouve confrontée à des tâches d'élaboration et d'intervention décisives, pour la construction d'un véritable parti prolétarien d'action de masse. La croissance du FCR, le développement sensible de son influence, la part incontestable qu'ont pris ses militants dans la direction des mouvements les plus importants de la jeunesse scolarisée, s'inscrivaient jusque dans un passé récent dans l'élan encore vivace de mai 68. Cependant, au moment où la crise sociale ouverte pose plus que jamais aux masses ouvrières le problème de l'absence d'une direction capable de leur tracer la voie de l'absence d'une issue politique indépendante, l'initiative, les ap-

partitions publicitaires, la manœuvre empirique, le propagandisme effréné deviennent la manifestation de notre impuissance politique. Il ne sert à rien de faire la preuve des capacités d'initiatives et de direction des marxistes révolutionnaires à la tête des mouvements de la « périphérie » si simultanément une réponse n'est pas donnée aux besoins concrets économiques et politiques du prolétariat.

D'autre part, le rôle des marxistes-révolutionnaires ne peut se limiter ni à « capter » ni à « conquérir une hégémonie » en son sein, ni même à s'appuyer sur les éléments radicalisés pour renforcer le rôle de direction des communistes dans les luttes ouvrières partielles. Toutes ces tâches ne peuvent contribuer efficacement à la construction d'un véritable parti d'action de masse que si les marxistes-révolutionnaires travaillent activement pour aiguïser la crise globale des organisations réformistes. Ce n'est qu'à cette condition qu'ils pourront parachever politiquement la rupture amorcée par les éléments radicalisés et assurer que la jonction politique avec eux se fasse sur des bases qui permettront effectivement de les constituer en avant-garde politique de la classe ouvrière.

Une telle conception de la construction du parti s'appuie nécessairement sur une démarche programmatique capable de traduire les impératifs de la révolution permanente: ceci non sous la forme d'une « pédagogie politique » à l'égard de la « NAG » mais en ouvrant des perspectives concrètes pour la lutte de tous les travailleurs.

Cette démarche programmatique est indissociable d'une politique générale de front unique: les marxistes-révolutionnaires contribuent, à la mesure de leurs forces actuelles, à l'unification et à l'indépendance de classe de tous les travailleurs tout en opposant, sur le front de la lutte de classe, leurs propositions à la pratique et à la politique des directions réformistes.

Dans la perspective du front unique, le rôle hautement contradictoire que jouent les organisations centrées dans une période de radicalisation crée des responsabilités particulières aux marxistes-révolutionnaires. « Si le centrisme en général joue d'habitude le rôle d'une caution de gauche du réformisme, il n'est pas pour autant possible d'apporter une réponse définitive à la question: auquel des deux camps principaux, marxiste ou réformiste appartient telle déviation centrée? plus que partout ailleurs, il faut chaque fois analyser le contenu concret du processus et les tendances internes de son évolution » (Trotsky)

La double pression du mouvement objectif des masses et de la politique des fronts populaires place ces organisations dans une situation d'écartèlement politique entre le choix d'un parasitage direct du front populaire ou la défense d'une « autonomie politique », correspondant plus à des aspirations révolutionnaires subjectives qu'à un engagement conséquent dans la voie de la révolution permanente. Les oscillations du MIR au Chili, et leur aboutissement (la subordination totale à une ligne front-populiste), la crise ouverte du PSU en donnent de clairs exemples.

Une politique active des marxistes révolutionnaires est à l'ordre du jour à l'égard de cette crise du centrisme, mais cela implique de combattre cette idéologie équivoque du socialisme « autogestionnaire », d'imposer un débat sur le terrain du marxisme révolutionnaire, sur les axes qui sont dans la conjoncture actuelle, ceux de la construction du parti trotskyste: l'analyse du front populaire, les tâches du front unique, la perspective du gouvernement ouvrier et son programme, la construction de l'Internationale. Toute autre démarche serait pure diplomatie et adaptation sans principe.

En d'autres temps et en d'autres lieux, du FLN de Ben Bella, à l'OLAS, certains ont cru trouver de merveilleux raccourcis dans la construction du parti révolutionnaire. Raccourci ou impasse centrée? L'Histoire a clairement tranché. La théorie de la « NAG » offre aujourd'hui la même illusion d'un « raccourci » où nous conduirait-elle cette fois? C'est bien la question qu'étudie la T.2 avec sa tentative de marier à la hâte la carpe et le lapin. Soyons clairs: entre la construction d'une organisation centrée « captant la nouvelle avant-garde » et la construction du parti révolutionnaire léniniste, il n'y a pas de voie médiane.

Tendance 4

# les secondes assises du CDA

Les secondes assises du Comité de Défense des Appelés se sont tenues à Paris samedi 6 et dimanche 7 décembre 74.

Près de 50 villes étaient représentées et 200 délégués étaient présents. Une centaine de comités de base sont maintenant actifs dans tout le pays. Ces chiffres montrent une progression réelle dans le développement du CDA. A Marseille, par exemple, un comité du quartier Nord regroupe 50 personnes. A Toulon, sept comités existent dans la ville et en banlieue.

Ces progrès ne sont évidemment pas étrangers au développement de la lutte dans les

(Comité de Défense des Appelés)

casernes elles-mêmes. L'appel des Cent, les manifestations de Draguignan ont été autant d'aiguillons qui ont poussé les antimilitaristes civils à accentuer leur propagande, leurs tâches de soutien, à se battre dans les organisations ouvrières pour y réintroduire l'antimilitarisme prolétarien.

Bilan positif aussi de ce point de vue : sous l'impulsion des antimilitaristes, de nombreuses motions syndicales ont été votées en soutien à l'appel des Cent ou aux soldats réprimés. Dans certaines sections syndicales, des « commissions armée » se constituent qui prennent en charge le maintien des

contacts avec les jeunes travailleurs appelés.

Bilan positif encore en ce qui concerne l'apparition régulière des CDA en direction des appelés, notamment par des diffusions de tracts aux permissionnaires et aux incorporés.

Naturellement les antimilitaristes civils se trouvent confrontés à bien des difficultés. Les questions suscitées par la cartellisation du mouvement civil et les difficultés à réintroduire la dimension antimilitariste dans la pratique du mouvement ouvrier ont notamment été au centre des débats. Il reste beaucoup à faire. Mais le CDA a franchi le cap.

## EXTRAITS DE LA RESOLUTION ADOPTEE AUX ASSISES DU CDA

(...)  
Les initiatives prises par les appelés au cours de l'année 1974 établissent nettement qu'il est possible de mener à l'intérieur de l'armée un combat efficace qui, loin de concerner seulement une minorité de militants d'avant-garde, touche la masse des soldats. C'est le mérite principal des revendications démocratiques pour les droits des appelés et des engagés que de permettre cet élargissement de la lutte antimilitariste.

Des appelés et de jeunes engagés traduisent en acte une révolte générale contre l'institution militaire, en se mobilisant à partir de revendications élémentaires qui impliquent en fait une remise en cause fondamentale des conditions d'existence et des rapports hiérarchiques à l'intérieur de l'armée ; et ce d'autant plus que la lutte pour les droits démocratiques s'appuie sur l'auto-organisation des soldats et la

stimule.  
Mais entre les manifestations « ras-le-bol » et la constitution de comités de soldats dans l'ensemble du pays, il existe nécessairement des étapes intermédiaires qui ne peuvent être franchies ni automatiquement, ni rapidement. Seul l'établissement d'un nouveau rapport de forces à l'extérieur des casernes, grâce, en particulier à la prise en charge des problèmes antimilitaristes par le mouvement ouvrier, peut permettre aux actions des appelés de parvenir à un niveau supérieur d'organisation et de généralisation et de franchir de nombreux pas dans leur jonction avec les travailleurs.

L'évolution récente de la situation confirme cette constatation : la manifestation de Draguignan offrait la possibilité de passer à un niveau supérieur dans l'action. Le gouvernement l'a bien compris qui, après avoir fait la part du feu en proposant quelques réformes mineures, est passé au stade de la répression (Fournel, Pelletier etc...) dès que le mouvement des soldats a connu un certain piétinement. C'est une carence sérieuse du mouvement anti-militariste civil que de n'avoir pas pu prendre, par delà la solidarité indispensable aux victimes de la

répression, les initiatives politiques qui auraient permis d'offrir un relai aux actions entreprises dans les casernes.

(...)  
Les campagnes menées à partir de cet ensemble de revendications doivent tenir compte de tous les développements nouveaux de la situation. Tout en tenant compte de l'importance des prises de position sur l'armée effectuées par des organisations comme les Jeunesses Communistes, la CGT, le Parti socialiste, etc... le CDA doit répondre publiquement aux critiques qui ont été formulées contre certains mots d'ordre de l'appel des Cent. Des thèmes tels que la solde égale au SMIC, la gratuité des transports, la suppression de la Justice militaire etc... tirent toute leur signification de la remise en cause qu'ils impliquent des structures de l'armée. Ils sont un moyen efficace de lutter contre l'embrigadement des jeunes appelés auquel procède l'armée en les isolant de la population. Toute action à vocation anti-militariste qui respecte le cadre institutionnel militaire est vouée, à long terme, à l'inefficacité. Il importe d'autant plus d'en faire la démonstration publique que le succès des revendications démocratiques des appelés, telles que les soutient le CDA est lié à une attitude offensive correcte des organisations ouvrières.

Les actions entreprises par le CDA ne peuvent rester dans les limites de la propagande générale. Elles doivent prendre, chaque fois que les circonstances l'exigent, la forme d'une solidarité active de toutes les initiatives prises par les soldats à l'intérieur des casernes. Il ne s'agit pas de se borner à être le simple écho des luttes à l'intérieur de l'armée ni de prétendre imposer aux appelés un quelconque schéma d'organisation. Le CDA se fixe comme tâche d'aider au maximum à l'auto-organisation des soldats, quelque forme que prenne celle-ci.

La défense des droits des appelés débouche nécessairement sur une dénonciation systématique du rôle joué par l'armée au service de la classe dominante. Là-aussi, l'action du CDA doit prendre un caractère concret et s'exprimer par des campagnes :

- Contre l'embrigadement de la jeunesse (à cet égard, le mot d'ordre

« A bas les stages commandos » revêt une importance essentielle)

- Contre la militarisation des sols
- Contre l'utilisation de l'armée « outre-mer » (en accordant une attention particulière au problème des DOM-TOM)
- Contre la politique des ventes d'armes du gouvernement
- Contre la militansation de la vie civile (notamment de la recherche scientifique)

(...)  
L'aboutissement de ces actions et de ces campagnes est la remise en cause du rôle de l'armée de guerre civile, « dernier recours de la société libérale ». Il faut plus que jamais exposer publiquement la réalité des plans du haut commandement en matière de D.O.T., lutte anti-subversive, etc... en montrant que le libéralisme apparent du régime actuel n'a ralenti aucun des préparatifs contre-révolutionnaires.

Un des moyens qui permettra d'illustrer le plus concrètement la fonction contre-révolutionnaire de l'armée est d'attaquer le rôle de briseur de grève qu'elle tend à jouer dans tous les conflits importants. Faire de ce thème un axe essentiel de l'activité du CDA est d'une extrême importance pour l'avenir, car seule une sensibilisation de l'opinion sur ce problème, peut permettre de riposter efficacement chaque fois que l'armée joue le rôle de jaune (comme dans la grève des éboueurs parisiens).

Pour mener à bien cette tâche essentielle, le CDA doit consacrer une part importante de son activité à aider à la jonction entre le mouvement dans les casernes et le mouvement ouvrier. Il s'agit d'aboutir à ce qu'une solidarité active des organisations ouvrières démontre la validité du mot d'ordre « le soldat est un jeune travailleur sous l'uniforme ». Là réside une des conditions de l'expansion des luttes au sein de l'armée.

Ce travail doit revêtir un double aspect :

- provoquer un maximum de prises de positions en faveur des luttes de soldats de la part des organisations syndicales, à tous les échelons (unions régionales, fédérations, confédérations)
- contribuer à la prise en charge par les sections syndicales des jeunes travailleurs sous l'uniforme

Le CDA devra participer à des comités unitaires locaux et conjoncturels de soutien aux soldats réprimés, cadres privilégiés pour l'instant de l'unité d'action avec le mouvement ouvrier.

Le CDA intensifie dans la période qui s'ouvre son soutien aux appelés. Ce soutien prendra des formes concrètes :

Une systématisation du parrainage entre casernes et comités CDA dans une même localité, dans une même région.

La préparation par les comités d'initiatives régulières à l'occasion des départs de contingent, notamment de réunions de conscrits

Un encouragement systématique de la prise en charge des jeunes travailleurs appelés par leurs sections syndicales.

En revanche, le CDA continuera à s'opposer à toute perspective encourageant la constitution de comités mixtes civils-appelés. Une telle perspective, irresponsable du point de vue de la sécurité est également contradictoire avec le développement de l'initiative autonome des soldats.

La condition du succès de l'ensemble des initiatives que propose le CDA est l'existence d'un mouvement anti-militariste civil à caractère de masse. Un des moyens de hâter la création est de tout mettre en œuvre pour l'unification des organisations anti-militaristes existantes. Les divergences qui existent entre elles ne doivent pas être escamotées mais elles ne sont pas suffisantes pour qu'après discussion publique elles puissent empêcher la création d'un mouvement unifié.

Le CDA renouvellera donc ses propositions d'unité aux mouvements anti-militaristes existants, CAM et IDS en particulier.

Cependant, dans le processus d'élargissement du CDA pour une organisation anti-militariste unifiée, le CDA mène des discussions et une activité communes de la base au sommet avec l'ensemble des organisations, groupes et courants qui se sont engagés ou qui envisagent une activité anti-militariste. Le CDA proposera la discussion d'une plate-forme commune dans la perspective de la tenue d'assises nationales d'unification du mouvement anti-militariste.

Je désire prendre contact avec Rouge



NOM.....

ADRESSE.....

Age.....Profession.....

Lieu de travail (facultatif).....

**Rouge**

hebdomadaire d'action communiste

10, imp. Guéméné - Paris 4 -  
téléphone 272 88 96 ou 272 68 82

PAIEMENT :  
A L'ORDRE DE ROUGE

par avion : écrire à ROUGE  
Seules les demandes d'abonnement accompagnées de leur règlement immédiat sont prises en considération. Pour tout changement d'adresse, joindre 3F et la dernière bande.

Directeur de publication :  
Henri Weber  
les articles signés n'engagent pas nécessairement le point de vue de la Rédaction  
L'AVENIR GRAPHIQUE - PARIS

TARIF DES ABONNEMENTS

	la France		l'étranger	
Pour	ouvert	fermé	ouvert	fermé
sous pli				
un an	120	200	150	250
six mois	60	100	75	125
Abonnement pour les collectivités				
pli ouvert	France		étranger	
un an	100		120	
six mois	50		80	

SOUTENEZ « ROUGE »

**abonnez-vous**

Je désire m'abonner à Rouge

NOM.....

ADRESSE.....

Abonnement choisi.....